

Enfants illégitimes » : La Nouvelle Gauche tunisienne et la question étudiante, 1963-1975.

Idriss Jebari, Études du Proche et du Moyen-Orient, Trinity College Dublin, Dublin, Irlande.

Courriel : jebarii@tcd.ie.

Résumé : L'alliance entre le mouvement de gauche Perspectives Tunisiennes et les étudiants universitaires a permis une opposition soutenue et des manifestations répétées contre le régime de Bourguiba dans les années 1960 et 1970. Cet article soutient que ces groupes étaient animés par la « question étudiante », un contre-projet de développement national tunisien qui s'opposait à la vision de la modernité bourgeoise libérale prônée par les réformes élitistes de Bourguiba, fondées sur l'éducation et la dépolitisation. La question étudiante s'est concrétisée dans la revue du groupe, envisageant l'émancipation des sujets tunisiens et leur droit à la citoyenneté et à la participation politique, et la manière dont la lutte étudiante embraserait tout le pays. S'appuyant sur la revue du mouvement et les mémoires de quatre anciens militants de gauche tunisiens, cet article retrace la manière dont Perspectives a fait face à la répression du régime en 1968 et entre 1972 et 1975, et comment deux générations successives de militants de gauche ont émergé, chacune avec ses propres références idéologiques. Ce faisant, il prend au sérieux l'imaginaire politique de ce groupe durant les années 1960 et 1970, tout en proposant des pistes pour réintégrer les mémoires et les pans d'histoire occultés dans l'historiographie tunisienne dominante après la révolution de 2011.

Mots-clés : Gauche arabe ; Bourguiba ; années 1960 ; périodiques ; manifestations ; étudiants ; Tunisie.

Les révoltes étudiantes ont été une épine constante dans le pied d'Habib Bourguiba durant son long règne autoritaire en Tunisie (1956-1987). Le président tunisien est connu pour avoir instauré un régime autocratique centré sur sa personne, appelé al-Burqibiyya ou le Bourguibisme, qui considérait avec suspicion tout concurrent potentiel.¹ Par ailleurs, on se souvient de Bourguiba pour avoir été le fer de lance d'un projet laïque et moderniste, incluant des investissements considérables dans l'éducation des jeunes et la promotion de l'égalité des droits pour les femmes tunisiennes.² Bourguiba s'adressait régulièrement à son peuple pour lui présenter sa vision d'une Tunisie nouvelle, expliquant qu'elle reposait sur les épaules des classes instruites, des professionnels et des étudiants. Pourtant, lorsque le politologue John Entelis a interrogé des étudiants tunisiens en 1972, il a constaté que la plupart des répondants se considéraient apolitiques ou soutenaient des groupes de gauche plutôt que la ligne idéologique de l'État.³ Dans cette enquête, et parmi d'autres, parmi les observateurs contemporains de la politique tunisienne, le mouvement Perspectives Tunisiennes, ou Afaq Tunisiyya (ci-après Perspectives), était le groupe le plus fréquemment cité par les étudiants comme alternative au régime.⁴ Créé au début des années 1960, Perspectives dénonçait le régime destourien qui, dans son programme de construction nationale « socialiste destourien », n'adoptait que des principes socialistes de façade, tout en maintenant un alignement diplomatique avec le camp impérialiste, en concentrant le pouvoir entre les mains de la petite bourgeoisie et en infantilisant le peuple tunisien.⁵ Comme l'a noté Burleigh Hendrickson, Perspectives appartenait à une constellation de nouveaux mouvements de gauche arabe partageant un imaginaire théorique incluant la solidarité avec les luttes vietnamienne et palestinienne. Perspectives était lié aux réseaux radicaux français, héritage de l'expérience coloniale exploitée durant les pires périodes de répression du régime tunisien.⁶ Le mouvement est indissociable des manifestations de 1967 à Tunis, suite à l'annonce de la défaite militaire arabe face à Israël, et des « procès de Tunis » de 1968, durant lesquels des dizaines de militants et d'étudiants furent arrêtés, torturés et emprisonnés arbitrairement. Nombre de membres de Perspectives trouvèrent refuge en France, où, avec le soutien d'étudiants tunisiens, ils publièrent leur revue éponyme, qui fut ensuite introduite clandestinement en Tunisie. La gauche tunisienne, à l'instar d'autres mouvements de gauche arabes, sembla perdre du terrain face à l'opposition islamiste au cours des décennies suivantes, d'abord sur les campus universitaires, jusqu'à ce que les islamistes deviennent la principale opposition de Bourguiba, puis de son successeur Zinedine Ben Ali.

Après des décennies passées en marge de l'historiographie, la gauche tunisienne a connu un regain d'intérêt progressif, d'abord grâce au Siminar al-Dhakira al-Wataniyya wa-l-Tarikh al-

Zaman al-Hadir (Séminaire sur la mémoire nationale et l'histoire du temps présent) de la Fondation Temimi, puis grâce à la commission vérité tunisienne post-2011 et aux mémoires publiés par d'anciens militants de gauche. Un élément central de ces témoignages et de cette renaissance de la mémoire collective a été de souligner la relation symbiotique entre la gauche et les étudiants, ce qui inscrit l'expérience de la gauche tunisienne au cœur de l'histoire tunisienne post-indépendance.⁷ Leurs intérêts se sont notamment rejoints dans la revendication de l'indépendance de l'Union générale des étudiants de Tunisie (UGET). Fondée en 1952, l'UGET a joué un rôle de premier plan dans la lutte nationaliste pour l'indépendance face à la France, aux côtés du parti néo-Destour. Après l'indépendance, l'UGET perdit son autonomie en raison de l'ingérence du parti-État destourien, ce dernier affirmant son hégémonie par la cooptation d'organisations autonomes telles que le puissant syndicat des travailleurs tunisiens (Union Générale des Travailleurs Tunisiens, ou al-Ittihad al-‘Am al-Tunisi li-Shughl)⁸ Le mouvement Perspectives fut fondé par des étudiants tunisiens mécontents, ayant étudié à Paris. De retour à Paris et devenus jeunes professionnels, ils s'assurèrent que l'organisation comble le vide laissé par l'UGET en défendant les intérêts des étudiants. Ces derniers réclamaient de meilleures conditions de vie et des bourses plus importantes, une participation à l'élaboration des programmes et à la gestion universitaire, ainsi que l'expression de leurs inquiétudes quant aux perspectives d'emploi.⁹ Perspectives mobilisa l'énergie des étudiants qui, en retour, la consacrèrent comme une organisation véritablement radicale, opposée au régime de Bourguiba. En août 2021, cet activisme étudiant a été commémoré, à l'occasion du cinquantième anniversaire du congrès de Korba de l'Union des étudiants tunisiens, en août 1971.¹⁰ À Korba, petite ville côtière qui accueillait le congrès, une coalition d'étudiants radicaux et panarabes, menée par Perspectives, a obtenu la majorité, surpassant en nombre les sympathisants du régime. Forts de ce succès, ces étudiants radicaux ont lancé un mouvement de protestation national le 5 février 1972 (connu sous le nom de Samedi noir), violemment réprimé par les autorités. Suite à ces événements, des dizaines d'étudiants et de perspectivistes ont été arrêtés et emprisonnés entre 1973 et 1975, mettant ainsi un terme au mouvement.¹¹ L'intérêt accru porté à Korba et au Samedi noir témoigne des efforts déployés pour réintégrer les pans occultés de l'histoire de la gauche dans l'histoire nationale.

Dans cet article, je soutiens que la question étudiante dépassait le cadre d'une simple alliance tactique autour de revendications matérielles et de l'autonomie de l'UGET ; elle constituait un véritable contre-projet politique pour la Tunisie post-indépendance. Bourguiba était à la tête d'un État réformiste, déployant un programme politique bourgeois d'inspiration française, fondé

sur « l'éducabilité du sujet national », une croyance répandue chez les nationalistes arabes, tout en reprenant des clichés coloniaux selon lesquels son peuple n'était pas prêt pour la politique.¹² En tant qu'alternative radicale, la question étudiante s'est concrétisée dans la revue Perspectives, où les étudiants envisageaient l'émancipation sociale tunisienne comme fruit de leur lutte. Le projet politique de Perspectives n'a jamais été pleinement formulé, car le mouvement, mené par des étudiants, a été affaibli par la répression ; néanmoins, certains traits saillants s'en dégagent. Perspectives revendiquait l'inclusion et l'autonomie de sa génération face à l'interventionnisme de ses prédécesseurs, en mobilisant le vocabulaire dominant de la critique politique, présent dans différents contextes du Sud global, pour définir et envisager une révolution sociale et politique tunisienne. Contrairement à Bourguiba, qui infantilisait le peuple tunisien, la question étudiante reconnaissait le droit intrinsèque du sujet tunisien à une citoyenneté autonome et à la participation politique (et non pas des droits subordonnés à une éducation moderne et à l'adhésion aux principes bourguibistes). Le projet de résistance de Perspectives s'inscrivait dans les principes idéologiques de la Nouvelle Gauche, mais constituait également une réaction de l'élite intellectuelle émergente du pays, exclue de la définition de l'avenir indépendant de la Tunisie. Plutôt que d'évaluer les fondements théoriques de gauche de ce mouvement, je perçois cette alliance entre Perspectives et le corps étudiant comme un moment charnière de l'histoire et de la politique tunisiennes post-indépendance. Comme le soutient Mohamed-Salah Omri, Perspectives a commencé à conceptualiser une citoyenneté tunisienne moderne qui allait soutenir la dynamique démocratisante des organisations de la société civile au cours des décennies suivantes.¹³ Cet article accepte l'invitation de Sune Haugbolle et Manfred Sing à « déprovincialiser les histoires de la gauche » en reconnaissant non seulement leurs enchevêtrements mondiaux, mais aussi les formes complexes d'adaptation aux contextes locaux et, j'ajouterais, leur imbrication dans les histoires nationales, et en mettant en lumière leurs formes de théorisation par la praxis, qui perdurent dans la généalogie en devenir du radicalisme tunisien.¹⁴

Revenir sur la question étudiante offre l'occasion de reconstituer et d'élever le travail théorique du mouvement Perspectives en s'appuyant sur sa revue, publiée de 1964 à 1970 (volumes 1 à 25). **Note de bas de page**¹⁵ L'article décrit cela comme plus qu'un mouvement rebelle en proie à des querelles idéologiques, ou une série de protestations, et plutôt comme une demande collective d'action forgée dans le feu de la répression du régime. La lecture de ces volumes complète l'analyse d'Amy Aisen Kallander concernant la polémique sur les minijupes féminines et les coupes de cheveux masculines de la même époque, qui traduit un rejet de la vision étatique

d'une « jeunesse utile », perçue comme un « catalyseur des craintes liées aux rôles de genre, à la culture jeune, à la famille nucléaire, à l'emploi des femmes et à l'espace public »¹⁶. Dans ce contexte, les articles de la revue considèrent progressivement les étudiants non seulement comme des acteurs du changement, mais aussi comme l'avant-garde d'un projet social radical s'opposant au bourguignonisme (et ouvrant la voie à une nouvelle perspective sur l'imaginaire des mouvements étudiants et de la Nouvelle Gauche au Maghreb)¹⁷. De ces conditions émerge un nouveau profil militant, insuffisamment théorisé dans les travaux existants sur la Nouvelle Gauche arabe. Nous nous intéressons à celles et ceux qui n'étaient ni intellectuels confirmés, ni militants professionnels, ni guérilleros, mais plutôt des étudiants, souvent promus prématurément au sein des mouvements de gauche. Par leur pratique, ils ont fait progresser le projet théorique de la Nouvelle Gauche arabe.

Les mémoires de ces militants de gauche représentent une source fructueuse pour compléter les archives plus traditionnelles, comme le montre le cas de la militante de gauche égyptienne Arwa Salih, qui a elle aussi commencé ses années d'activisme au sein du mouvement étudiant universitaire égyptien.¹⁸ Dans le cas tunisien, ces mémoires nous permettent d'identifier une trajectoire d'engagement claire, des rangs étudiants à la direction des cellules Perspectives, accélérée par les « procès de Tunis » de 1968 qui ont laissé un vide dans la direction du mouvement, et ils témoignent des multiples expériences de militantisme au sein du mouvement. Je m'appuie sur deux mémoires des dirigeants d'avant 1968 : *Qu'as-tu fait de ta jeunesse* de Gilbert Naccache (What Have You Done with Your Youth, 2009) et *Mon combat pour les lumières* de Mohamed Charfi (My Fight for Enlightenment, 2008), ainsi que sur ceux de leurs successeurs d'après 1968 : *al-Habs Kadhab wa-l-Hay Yarahwah* (La prison est de Fethi Ben Haj Yahia). *Tromper et le retour des vivants*, 2009) et *Prison et Liberté : Parcours d'un opposant de gauche dans la Tunisie indépendante* de Mohamed Cherif Ferjani, 2014). Ces mémoires montrent comment les luttes universitaires ont forgé une expérience et des références communes, et nous permettent de parler d'une génération politique distincte.¹⁹ Cependant, ces quatre mémoires écrits par des hommes ne reflètent que leur disponibilité en tant que sources littéraires, et non l'identité du mouvement Perspectives, fondé sur les principes d'égalité des sexes et pour lequel un grand nombre de ses membres féminins ont été arrêtés, torturés et emprisonnés.²⁰ Ce n'est que récemment que des mémoires de femmes militantes de gauche ont été publiés en Tunisie ; ceux-ci continueront d'élargir et d'enrichir cette recherche.²¹

Cet article retrace l'histoire de la question étudiante et du climat radical du début des années 1960 à Paris, jusqu'à l'implantation réussie de la branche maoïste de Perspectives au sein des

milieux étudiants tunisiens. Cette implantation a engendré une confrontation avec le projet national étudiant bourgeois, qui a culminé avec les manifestations de 1967 et les procès de 1968. Dans les années qui ont suivi, le projet Perspectives a connu un essoufflement, le mouvement se concentrant sur sa survie et l'agitation étudiante, jusqu'à sa quasi-prise de contrôle de l'UGET lors du congrès de Korba en 1971. En suivant le parcours de deux individus, des rangs étudiants aux postes de direction au sein de Perspectives, j'attribue la capacité de ce mouvement à se régénérer après 1968 à la persistance de la question étudiante dans les espaces universitaires, démontrant ainsi comment ces idées d'émancipation tunisienne ont perduré malgré l'hégémonie bourgeoise.

Les maoïstes et la genèse de la question étudiante (1963-1966)

La question étudiante tunisienne est née de l'ingérence du régime tunisien dans les affaires étudiantes au début des années 1960 et a atteint son apogée avec le tournant maoïste du mouvement Perspectives quelques années plus tard. En 1963, des membres de l'ambassade de Tunisie et des étudiants pro-régime ont truqué les élections de la cellule parisienne de l'UGET. L'incident de l'« urne confisquée » a débuté lorsqu'ils ont provoqué un tumulte après la clôture du scrutin, et que le représentant de l'ambassade de Tunisie est intervenu pour assurer un « dépouillement correct des votes », le tout semblant destiné à empêcher les étudiants tunisiens de gauche de remporter l'élection.²² Ce groupe dissident comptait une vingtaine à une cinquantaine de sympathisants, comme le rappelle Charfi, dont beaucoup avaient fait leurs armes au sein des milieux trotskistes et maoïstes de la capitale française.²³ Ils ont décidé de rassembler leurs camarades étudiants tunisiens pour créer un groupe de discussion appelé Groupe d'Études et d'Action Socialiste Tunisien, ou GEAST (Groupe tunisien d'études et d'action socialistes), conçu comme une alternative à l'UGET. Ils ont fondé la revue Perspectives : Pour une Tunisie meilleure, et quelques années plus tard, ils ont abandonné le nom de GEAST pour devenir simplement Perspectives.²⁴

Au départ, GEAST était un groupe informel aux niveaux d'engagement et aux opinions idéologiques variés. Il était dirigé par Mohamed Charfi et Nourredine Ben Khedher, deux étudiants tunisiens plus âgés, qui alliaient amitié et engagement politique. Il était également fréquent que des couples s'engagent ensemble ou se forment au sein du groupe, comme ce fut le cas pour Charfi et Faouzia Rekik. Ce groupe d'étudiants se trouvait en France grâce au programme de bourses du gouvernement tunisien destiné à former les futurs cadres administratifs, le diplôme français conservant son prestige après l'indépendance.²⁵ De fait, les membres de GEAST se considéraient comme les héritiers de la génération nationaliste de

Bourguiba, dont la plupart avaient étudié à Paris au cours des décennies précédentes. L'adhésion à la cellule parisienne de l'UGET constituait une voie d'accès classique au leadership politique national, les présidents de l'UGET devenant généralement ministres par la suite. Toutefois, ces carrières politiques exigeaient une allégeance idéologique totale au parti Destour, alors au pouvoir.²⁶ GEAST, quant à lui, s'appuyait sur l'intellectualisme de gauche radicale parisien et sur le principe du pluralisme idéologique : dans le premier numéro de la revue, les étudiants se présentaient comme « modestes » et « non structurés en tant qu'organe de parti ». Leur seul objectif était de « voir clairement... la réalité tunisienne ».²⁷ Gilbert Naccache, qui rejoignit plus tard le mouvement, décrit ses débuts comme une « révolte contre toutes les formes d'autorité... et une tentative de saisir le monde de la jeunesse, systématiquement ignoré, tout en cherchant à exprimer sa vision de l'avenir de son pays, un avenir dans lequel elle souhaite être un acteur engagé ».²⁸

Durant ses premières années parisiennes, GEAST manquait d'un énoncé de mission clair, et la revue a couvert un large éventail de sujets entre 1963 et 1964. Outre quelques éditoriaux sur les développements politiques récents, la revue contenait de longues études qui rappelaient la critique néo-marxiste et de gauche que l'on trouvait dans les cercles d'études de la Rive Gauche. Ils abordaient les politiques de développement et l'agriculture tunisiennes, analysaient la bourgeoisie nationale et la structure du pouvoir en Tunisie, et rendaient compte des événements en Algérie et en Tunisie, témoignant ainsi d'une solidarité maghrébine transnationale.²⁹ Ils critiquaient également le régime de Bourguiba en dénonçant sa mauvaise gestion de la crise de Bizerte en 1961.³⁰ Ils affirmaient avec force que le « socialisme destourien » de l'État n'était qu'une imposture et que l'État avait « failli à sa mission historique ».³¹ Malgré ce discours virulent, le régime semblait indifférent à ce groupe de discussion à l'étranger, estimant que l'élite nationaliste et les membres du GEAST avaient plus de points communs que de divergences : tous deux francophones, souvent issus de la classe moyenne, partageaient des valeurs sociales modernistes sur des questions telles que l'éducation et l'égalité des sexes. Durant cette phase de gestation du groupe GEAST, celui-ci était profondément ancré dans l'imaginaire transnational de la Nouvelle Gauche et dans le mouvement étudiant radical parisien, tissant les réseaux qui lui furent précieux lors des épisodes de répression ultérieurs.³²

Les étudiants ont donné à GEAST l'orientation idéologique dont elle avait cruellement besoin. La revue a débuté par des articles réclamant l'autonomie institutionnelle de l'UGET vis-à-vis du Parti socialiste destourien et de l'appareil du régime qui avait orchestré l'élection de dirigeants loyalistes et dirigé les comités dans toutes ses cellules (nationales et internationales).

GEAST s'interrogeait sur la finalité de l'UGET, incapable de défendre les intérêts étudiants face au régime. Les contributeurs de la revue évoquaient leurs propres efforts et leurs tentatives de remporter les élections de la cellule parisienne en 1963, constatant l'émergence d'une « aile progressiste » au sein du corps étudiant, cherchant à contester l'« aile néo-destourienne ». Ils affirmaient que leur radicalisme de gauche reflétait les préoccupations croissantes du pays. Autrement dit, les membres de GEAST se considéraient comme une avant-garde contrainte de choisir entre « mission ou résignation », démontrant ainsi que les étudiants pouvaient jouer un rôle moteur dans la refonte de la politique tunisienne.³³ Dans les numéros suivants de la revue, ils continuèrent de dénoncer la dépendance financière des organisations étudiantes vis-à-vis du gouvernement et leurs tentatives de discréditer et de rompre avec la coalition des syndicats d'étudiants nord-africains en France (AEMNA), au sein de laquelle des étudiants tunisiens de gauche avaient réussi à intégrer le conseil exécutif et menaçaient de déstabiliser le pouvoir tunisien.³⁴ La revue s'en prit au douzième congrès national de l'UGET, qui se tint en août 1964 en Tunisie et était consacré à « notre contribution à l'édification de notre indépendance : la formation des cadres ». Les membres de GEAST n'y participèrent pas, n'ayant pas été élus l'année précédente au sein de la cellule parisienne, mais ils interviewèrent un délégué anonyme qui évoqua l'atmosphère du congrès et les décisions prises par l'UGET. Ce délégué a souligné l'absence de consensus, contrairement à ce qu'affirmaient les journaux bourguibaïstes officiels, et le manque de démocratie interne au sein de ses séances de travail. Ce délégué anonyme a juré de poursuivre la lutte pour prendre le contrôle du comité central et réduire sa dépendance envers le Parti socialiste destourien ; cela annonçait l'adoption par le mouvement de tactiques clandestines et d'infiltration similaires.³⁵ Faisant écho à cette ambition contre-hégémonique, la revue Perspectives a publié un numéro spécial consacré au leader syndical martyr Farhat Hached, mettant en lumière sa vision et sa contribution à la lutte tunisienne contre le récit national bourguiba-centré qui dominait les années 1960.³⁶ Après ces premières années à Paris, ils ont commencé à considérer les questions étudiantes comme un moyen d'entrer dans l'arène politique tunisienne. Cependant, il leur fallait encore élaborer un contre-projet bien défini.

Le GEAST a modifié sa position sur les questions étudiantes vers 1965 sous l'influence d'une branche maoïste grandissante au sein du mouvement. Le maoïsme était populaire dans les cercles marxistes parisiens suite à la désillusion envers les partis communistes staliniens.³⁷ Les Tunisiens, comme d'autres radicaux arabes, étaient particulièrement attirés par le maoïsme car il expliquait les défis socio-économiques des pays du tiers monde et offrait une voie pour mobiliser les classes à potentiel révolutionnaire, même en l'absence de base industrielle. Le

maoïsme servait également à consacrer la jeunesse comme force révolutionnaire. En 1967, l'intellectuel français André Malraux interviewa Mao Zedong pour l'hebdomadaire Jeune Afrique. Le président expliqua l'importance d'une révolution véritablement ancrée dans les masses laborieuses et rurales : « Les jeunes ne sont pas “rouges” à la naissance ; ils n'ont pas connu la Révolution », déclara Mao.³⁸ Il avertit que, dans un contexte de mutations sociales rapides, la majorité pourrait succomber à une mentalité bourgeoise induite par les avantages matériels, affirmant que la véritable libération ne s'arrête pas aux « maillots de bain... aux vélos et aux machines à laver », mais à un profond changement de mentalité, ajoutant que :

« Nos coutumes doivent se distinguer des coutumes traditionnelles autant que les vôtres se distinguent des coutumes féodales. Le fondement sur lequel nous avons tout bâti, c'est le véritable travail des masses, la véritable lutte des soldats. Quiconque ne comprend pas cela se place hors de la Révolution. »³⁹

La revue Perspectives accorda une place plus importante aux idées maoïstes, à la fois comme programme de développement socio-économique et comme tactique de mobilisation, et conclut plus tard que seule « la Révolution culturelle chinoise est un phénomène véritablement révolutionnaire ».⁴⁰ Le tournant maoïste conféra une cohérence idéologique au GEAST et éleva la question étudiante au rang de programme politique à part entière : la jeunesse révolutionnaire pouvait être plus que de simples alliés ; elle représentait un rempart contre le matérialisme bourgeois grâce à son idéalisme et un symbole de la Tunisie qu'elle espérait construire.

L'Université de Bourguiba et la rébellion de ses enfants (1965-1968)

Le passage au maoïsme coïncida avec le retour à Tunis, en 1964-1965, de ces fondateurs de gauche. Comme l'écrit Charfi, « désormais, le mouvement était piloté depuis la capitale [tunisienne] »⁴¹. À leur arrivée, ils prirent conscience de l'ampleur du mécontentement étudiant et saisirent l'occasion d'aborder la question étudiante directement sur place, plutôt qu'à distance. La revue continua de revendiquer l'autonomie de l'UGET, tout en mettant l'accent sur les préoccupations pratiques et concrètes des étudiants afin de les rallier au mouvement. GEAST, initialement un groupe de discussion, se transforma en une organisation politique, simplement appelée Perspectives, et connut son apogée entre 1966 et 1968. Charfi vanta les succès du mouvement, qu'il attribua au corps étudiant : « En trois ans, Perspectives est devenu le noyau d'un parti d'opposition qui a réalisé des progrès spectaculaires », avec notamment plusieurs comités et cellules clandestines qui parvinrent à « s'implanter parmi les étudiants, les dirigeants et les intellectuels, tout en jouissant d'une bonne réputation dans tout le pays »⁴². Ils

s'éloignèrent des questions corporatistes et commencèrent à formuler les termes de leur contre-projet pour la Tunisie. Cela les mit en conflit direct avec le bourguibisme.

La Tunisie connut des transformations fulgurantes dans les années 1960. La modernisation menée par l'État et le socialisme destourien placèrent la jeune génération au cœur des réformes du régime. Bourguiba estimait que sa mission était de « changer les mentalités », d'inculquer aux Tunisiens « l'esprit de modernité » en « élevant les capacités morales et intellectuelles du peuple tunisien »⁴³. Ce discours de « redressement moral » était urgent, affirmait Bourguiba, compte tenu des « mauvais réflexes » du peuple et de sa propension à « l'anarchie, aux passions, aux conflits et à la soumission, à l'agressivité et au manque de discipline »⁴⁴. Les paramètres du discours de Bourguiba illustrent l'idéologie libérale bourgeoise qu'il avait acquise en tant que sujet d'assimilation coloniale française et qui guida son action après l'indépendance. Après l'indépendance, Bourguiba prononçait régulièrement des discours, diffusés à la radio ou à la télévision, dans lesquels il cherchait à « éduquer » et à instaurer une moralité collective.⁴⁵ Il a maintes fois souligné le rôle que la jeunesse jouerait dans le développement futur du pays, et a reçu pour cela le soutien inconditionnel des dirigeants pro-régime de l'UGET et des élites laïques.⁴⁶

L'éducation était le fleuron du programme de réformes sociales de l'État. La réforme de 1958 garantissait l'accès universel à l'enseignement primaire et consacrait le principe du bilinguisme, inspiré du modèle du Collège Sadiqi, prestigieuse école bilingue fondée à Tunis en 1875 et dont était issue la plupart des élites du pays.⁴⁷ Le budget de l'éducation représentait environ un quart du budget de l'État au milieu des années 1960.⁴⁸ Les investissements dans l'éducation comprenaient des fonds importants pour l'enseignement supérieur, afin de garantir que l'université nationale forme des Tunisiens qualifiés pour l'administration et l'économie. L'Université de Tunis a élargi son offre de formations, permettant ainsi à un nombre croissant de Tunisiens de ne plus avoir à se rendre en France pour acquérir des compétences spécialisées en sciences, ingénierie et droit. Elle a également commencé à recruter davantage de Tunisiens pour remplacer les professeurs français et européens. Le nombre d'étudiants universitaires est passé de 5 158 en 1965 à 6 830 en 1967 (sur un total de 885 121 élèves et étudiants de tous âges dans tout le pays). L'équipe pédagogique comptait 127 Tunisiens, 121 professeurs français et 5 professeurs d'autres nationalités. Le campus s'est agrandi chaque année, avec la construction de nouveaux bâtiments et logements pour accueillir cette croissance spectaculaire.⁴⁹

Bourguiba et les autres dirigeants destouriens étaient fiers de ces réalisations. Ils les percevaient à travers le prisme de l'expérience coloniale, époque où les possibilités d'études étaient rares pour les Tunisiens de souche. Selon leur récit, les Tunisiens de toutes origines géographiques et sociales pouvaient désormais étudier grâce à une bourse, avec un accès égal pour les femmes et une exemption du service militaire pour les étudiants masculins. Le plan directeur de l'État tunisien pour le développement national était inscrit dans le programme Perspectives Tunisiennes 62-71 (à ne pas confondre avec le mouvement Perspectives ; la similitude de leurs noms est une simple coïncidence et non le fruit d'une quelconque appropriation d'idées). Ce programme affirmait que « la formation des futurs cadres est un facteur essentiel du progrès ».⁵⁰ Pourtant, les réformes éducatives de Bourguiba n'ont pas suscité l'admiration et la gratitude, mais ont provoqué une rébellion étudiante croissante dans les années 1960. Comme le soutient Amy Kallander, le mécontentement des jeunes dans les années 1960 découlait d'un conflit de générations. Il s'exprimait à travers la contre-culture radicale du milieu à la fin des années soixante : hommes aux cheveux longs, femmes en minijupe, musique rock and roll et consommation de stupéfiants, autant de rébellions contre le discours moral de la génération précédente.⁵¹ Ce constat était partagé par de nombreux pays du Sud ; Jeune Afrique rendait compte de mouvements similaires de mécontentement juvénile en 1967, qui débutèrent par des revendications matérielles spécifiques et évoluèrent vers des luttes politiques plus larges.⁵² De fait, la rébellion intergénérationnelle et la contre-culture coexistaient avec l'activisme étudiant à l'université tunisienne, selon l'historien Abdeljalil Bouguerra.⁵³ Le cas tunisien est remarquable car ces étudiants, s'inspirant du discours de Bourguiba sur la jeunesse comme avenir du pays, revendiquaient l'autonomie de leur vie étudiante. Dans ce terreau fertile, Perspectives et son aile maoïste recrutèrent massivement parmi les étudiants entre 1965 et 1967. À leur retour en Tunisie, les membres fondateurs du GEAST incarnaient la réussite bourguignonne. Ils devinrent ingénieurs, professeurs, exercèrent d'autres professions libérales et menèrent une vie confortable de classe moyenne. Parallèlement, ils poursuivirent leurs activités semi-clandestines pour Perspectives, organisant des groupes de discussion et continuant à publier leur revue. Le mouvement connut une scission croissante entre deux branches idéologiques. La branche maoïste comprenait Nourredine Ben Khedher, l'un des fondateurs parisiens, et Gilbert Naccache, agronome au service de l'État. Les maoïstes se séparèrent d'une branche modérée, représentée par Mohamed Charfi, professeur de droit à l'Université de Tunis, qui créa un groupe de discussion sur la politique étrangère pro-impérialiste de la Tunisie et la guerre du Vietnam.⁵⁴ Cette branche modérée s'éloigna du cercle

du GEAST en intégrant des professionnels et des intellectuels, tout en prônant un socialisme plus modéré et des réformes démocratiques. En 1966, Perspectives décida de créer une commission idéologique afin de définir une plateforme commune et de remédier à cette fracture idéologique croissante. Au lieu de parvenir à la réconciliation, c'est le maoïsme qui l'emporta ; selon Michael Ayari, cela était dû à l'image populaire de la Révolution culturelle chinoise.⁵⁵ Le succès du maoïsme devint un cadeau empoisonné qui envenima les relations au sein de la direction du mouvement.⁵⁶

La branche maoïste a également triomphé grâce à sa capacité à mobiliser l'énergie des étudiants. Elle a comblé le vide laissé par l'absence du Parti communiste tunisien, interdit, et de l'UGET, discréditée. Ses membres recrutaient et mobilisaient sur les campus universitaires, tandis que l'autre branche de Perspectives privilégiait les groupes de discussion à l'activisme. Grâce à leur collaboration avec Hamed Sethom, professeur de géographie, les maoïstes avaient un pied dans l'université, se souvient Naccache, ce qui a facilité le recrutement d'étudiants. En février 1966, les maoïstes remportèrent un vif succès à la faculté des lettres lorsque l'agronome français René Dumont donna trois conférences dans le cadre d'une visite technique en Tunisie.⁵⁷ Naccache décrit ces événements comme le « point de départ de l'expansion rapide des activités de Perspectives ». ⁵⁸ Les conférences de Dumont suscitèrent de vives réactions chez les étudiants, comme le rapporte la revue Perspectives : « La plupart des jeunes assistaient à de tels débats pour la première fois et ces conférences leur firent prendre conscience qu'ils pouvaient faire plus que simplement écouter les discours des conférenciers. Eux aussi pouvaient discuter et remettre en question les points de vue des prétendus « maîtres ». En réalité, ils ne nous en ont pas empêchés. » ⁵⁹

De même, le philosophe Michel Foucault a enseigné à l'Université de Tunis de 1966 à 1968 dans le cadre d'un accord de coopération technique avec la France. Peu après son arrivée, Foucault est devenu une figure centrale du mouvement Perspectives au sein de l'université, notamment grâce à ses cours et à ses activités extrascolaires. Au plus fort de la répression contre les perspectivistes, il a caché certains d'entre eux dans sa villa de Sidi Bou Saïd et a témoigné en leur faveur lors de leurs procès (un acte pour lequel d'anciens militants gardent un souvenir ému).⁶⁰

Le contre-projet Perspectives commença à prendre forme dans ce contexte. Les maoïstes envisageaient l'étudiant tunisien comme le précurseur d'un nouveau sujet tunisien émancipé, capable de participer aux affaires de l'État. Perspectives commença à relayer régulièrement les préoccupations des étudiants, s'éloignant souvent de celles liées à leur précarité, notamment le

retrait des aides financières pour des raisons disciplinaires, allant des mauvais résultats scolaires à la participation à des manifestations. Les auteurs proposèrent alors le principe d'autogestion à l'université, sous la forme de commissions tripartites (composées d'étudiants, d'administration et de professeurs).⁶¹ Les étudiants seraient consultés sur les bourses, le logement, les restaurants universitaires, la discipline et les examens, et ne subiraient plus de décisions arbitraires.⁶² Les articles de Perspectives soutenaient que ces responsabilités les prépareraient à leur rôle de futurs dirigeants nationaux, comme Bourguiba l'avait lui-même affirmé.⁶³ La revue mit en lumière les inquiétudes croissantes des étudiants quant à leurs perspectives d'emploi. L'enseignement supérieur ne garantissait plus l'ascension sociale, comme c'était le cas pour la génération de Bourguiba ; Bourguiba demanda alors à ses successeurs d'attendre leur tour, les postes administratifs étant pourvus depuis une décennie après l'indépendance. Suite à la démocratisation de l'enseignement supérieur, les provinciaux et les classes populaires estimaient n'avoir « guère d'espoir de promotion sociale individuelle au sein d'une structure où leurs prédécesseurs s'étaient infiltrés »⁶⁴. Le décalage entre les promesses de Bourguiba et la diminution des perspectives économiques, ainsi que l'absence d'un avenir économique favorable, suscitèrent la colère. Le mécontentement étudiant ne provenait pas d'une simple crise de jeunesse, mais d'un désir de responsabilité et d'autonomie, et d'une violation du contrat social intergénérationnel, tant au niveau local que national. Le mouvement Perspectives mit en avant ses valeurs fondamentales face à l'absence persistante d'une union étudiante autonome, passant de l'émancipation des étudiants à celle de tout le peuple tunisien. Parmi ces valeurs figuraient :

- la lutte pour une véritable autonomie du mouvement étudiant ;
- le soutien aux masses laborieuses dans leur lutte pour une vie meilleure ;
- la défense des intérêts matériels et moraux de tous les étudiants ;
- Coopérer avec les organisations nationales sur un pied d'égalité et respecter l'identité politique de chacune ; et
- œuvrer à la mise en place d'une démocratie plus large à l'échelle nationale et à l'inclusion des masses afin d'établir une société véritablement socialiste.⁶⁵

Cet article, publié en novembre 1966, se présente comme un véritable programme politique s'appuyant sur les spécificités de la vie étudiante pour mener une intervention cruciale en faveur de tous les Tunisiens. Replacé dans son contexte historique, il marque la consécration de l'aile maoïste au sein de Perspectives, tant sur le plan de l'imaginaire que sur celui de la stratégie, en

faisant de la question étudiante son catalyseur révolutionnaire.⁶⁶ Pour Naccache, ces étudiants « étaient les seuls à galvaniser le groupe » et ils accomplissaient leurs missions sans crainte, notamment la distribution de tracts malgré la surveillance policière.⁶⁷ Progressivement, des figures non maoïstes comme Charfi furent écartées de la direction pour laisser la place à Naccache et à des étudiants comme Ibrahim Rizkallah et Ahmed Othmani. Ces deux derniers avaient effectué leurs études à Tunis et non en France, contrairement à leurs prédécesseurs, et intégrèrent le comité de direction en 1967. Perspectives se sentait alors prête à affronter les autorités.

En 1966, la faculté des lettres de l'université fut secouée à plusieurs reprises par des troubles étudiants. L'incident le plus marquant eut lieu le 14 décembre, lorsque deux étudiants, refusant de payer leur ticket de bus, se battirent avec un chauffeur et furent arrêtés par la police. Cette confrontation attisa la colère et le rejet de l'autorité. La nouvelle de leur arrestation se répandit parmi les étudiants, et leurs camarades manifestèrent devant le commissariat pour exiger leur libération. La police procéda à cinquante autres arrestations. Les deux « fauteurs de troubles » furent enrôlés de force dans l'armée, une pratique qui devint le *modus operandi* du régime à l'égard des étudiants qu'il cherchait à punir.⁶⁸ Ces troubles, surnommés « troubles du ticket de bus », attirèrent l'attention internationale, et les observateurs établissaient un lien entre l'agitation étudiante et le mouvement Perspectives.⁶⁹ Cet incident révéla un malaise général parmi les étudiants, lié à la pauvreté et à l'incertitude quant à l'avenir, contredisant ainsi le discours idyllique du régime sur le bonheur étudiant après l'indépendance. Jeune Afrique a ensuite souligné le lien entre l'expansion rapide de l'université, l'intégration de 7 000 nouveaux étudiants et les défis logistiques rencontrés dans les pays du Sud, en évoquant des manifestations similaires à Dakar.⁷⁰ Jeune Afrique a consacré sa couverture des revendications étudiantes aux limites structurelles de la réforme de l'éducation menée par le gouvernement ; ces revendications étaient exacerbées par l'absence d'une association étudiante autonome et fonctionnelle pour faire entendre ces problèmes et apaiser les tensions.

Bourguiba a réagi avec mépris à ces manifestations répétées sur le campus, ce qui a profité au mouvement Perspectives. Dans un premier temps, le président tunisien a refusé de s'engager sur les problèmes étudiants non résolus et les revendications restées sans réponse les années précédentes, notamment l'autonomie de l'UGET et de meilleures conditions de vie pour les étudiants. Bourguiba, au contraire, affichait son mépris pour « quelques fauteurs de troubles » cherchant à saper l'ordre public et l'autorité de l'État.⁷¹ Peu après, dans un discours prononcé le 8 avril 1966, il s'adressait aux « bons » étudiants :

« Vous devez vous engager et participer à l'édification d'une Tunisie nouvelle en alliant expertise et mobilisation militante... Il est navrant de voir ces jeunes, qui ne manquent ni de compétences ni de dynamisme, perdre leur temps à spéculer sur la lutte des classes, la bourgeoisie ou l'impérialisme. »⁷²

Sa réponse renforçait l'image d'un paternalisme étatique, d'un mépris des revendications étudiantes et d'un déni de leur capacité d'action politique. Bourguiba considérait les étudiants comme des briques de l'édifice national, plutôt que comme des individus responsables ayant leur mot à dire sur l'avenir du pays.

Début 1967, Perspectives s'était imposé comme le porte-parole du corps étudiant. S'inspirant des idées maoïstes, ses membres voyaient dans le corps étudiant tunisien un immense potentiel révolutionnaire. Faute d'autres moyens d'exprimer leurs convictions, comme une association étudiante autonome, les étudiants affluèrent vers le mouvement. Ils étaient les symptômes des crises et des malentendus intergénérationnels qui traversaient la société tunisienne, à l'instar des événements de mai 68 en France et des révoltes étudiantes de Dakar.⁷³ Le mécontentement étudiant s'amplifia car Perspectives avait réussi à concevoir et à diffuser un contre-projet abordant les problématiques étudiantes et théorisant leur rébellion. La contestation du prix des billets de bus était motivée par une alternative politique et une vision d'avenir, et non par la seule colère. En 1967, le corps étudiant était à l'aube d'une transformation profonde.

Perspectives sans les étudiants : Errer dans le désert après 1968

L'annonce de la défaite israélienne des Arabes en juin 1967 a poussé le mouvement de gauche tunisien à la confrontation avec les autorités, ce qui a entraîné l'effondrement de son projet politique d'émancipation étudiante. La gauche tunisienne se situait au carrefour de plusieurs dynamiques mondiales. D'abord, elle s'inscrivait dans le cadre du « 1968 mondial », expression employée par Burleigh Hendrickson pour décrire les réseaux de communication postcoloniaux de Mai 68 en France (avec toutefois quelques réserves).⁷⁴ Ensuite, Perspectives fut également marquée par le 1968 arabe, c'est-à-dire, comme le souligne Yoav di-Capua, « pris dans la réaction au traumatisme de Juin 67 ». Il ajoute que, après la défaite, les militants et étudiants de gauche arabes tournèrent leur regard révolutionnaire vers l'intérieur, contre leurs dirigeants

discrédités.⁷⁵ Perspectives présentait des similitudes avec les mouvements plus larges de la nouvelle gauche arabe : elle privilégiait une approche politique ascendante, ancrée dans le quotidien, en faveur du changement social et culturel, et partageait une solidarité anti-impérialiste, de la cause palestinienne à la guerre du Vietnam.⁷⁶ Elle s'en distinguait cependant : 1967 n'a pas catalysé le mouvement en favorisant son développement interne. Au contraire, cet événement a entraîné la rupture de ses liens avec les étudiants.

Dans un premier temps, les manifestations de Tunis en 1967 ont confronté Perspectives et ses membres étudiants à la machine répressive de l'État bourguignon, aboutissant aux procès de Tunis un an plus tard. À l'annonce de la défaite arabe, étudiants et manifestants de gauche ont défilé dans le centre-ville ; des violences ont éclaté lors de leurs attaques contre les quartiers juifs et les ambassades occidentales, provoquant l'intervention de la police et la première grande répression du mouvement dans les jours qui ont suivi.⁷⁷ En septembre, l'État a créé un tribunal spécial pour juger 134 étudiants et professeurs accusés d'être à l'origine des émeutes.⁷⁸ Les tribunaux ont prononcé de lourdes peines de prison, allant de six mois à quatorze ans, ce qui a semblé mettre un terme aux manifestations de gauche et étudiantes sur le campus universitaire.⁷⁹

Deuxièmement, parallèlement à ces tactiques répressives, l'État bourguibiste cherchait à reconquérir le corps étudiant avec des promesses de réformes. En fin tacticien, Bourguiba a cherché à reconquérir les cœurs et les esprits en combinant le bâton et la carotte. Bourguiba a réussi à semer la zizanie au sein du corps étudiant en dénonçant les éléments « subversifs » en déclarant que « Nous nous intéressons aux étudiants et à leurs instructions mais s'ils devenaient communistes ou maoïstes il devrait les combattre ». Il a également ridiculisé leur rhétorique révolutionnaire : Ces révolutionnaires en peau de lapin. . . fraîchement débarqués du quartier Latin, ces zéloteurs de l'anarchie. . . Ces révolutionnaires en fourrure de lapin, tout juste débarqués du Quartier latin, ces zélotes de l'anarchie, nous rappellent nos anciens adversaires par leur conduite brutale, leur fanatisme, leur attachement aux slogans tout faits et leurs rêves impossibles.⁸¹

Dans les années qui suivirent, Bourguiba rappela aux étudiants les réalisations du gouvernement. Il ouvrit la porte aux « bons » ou aux « travailleurs acharnés » (les étudiants sérieux), ramenant sur le droit chemin les esprits égarés, déclarant : « Nous ne désespérons de personne. Nous croyons en la perfectibilité de l'homme. Il nous incombe de guider les égarés et de persuader les méfiants, quelles que soient les raisons de leurs méfiances.⁸² Les autres, les fauteurs de troubles et leurs meneurs, ne formaient qu'un petit groupe qu'il fallait

discipliner.⁸³ Plusieurs hauts responsables du régime relayèrent des messages similaires dans des discours publics et dans la presse, démontrant qu'il s'agissait d'une campagne orchestrée.

Bourguiba, conscient du risque que représentaient ces protestations, ordonna des réformes substantielles pour apaiser le mécontentement étudiant. Il limogea le ministre de l'Éducation, le romancier Mahmoud Messaadi, qu'il accusait de maintenir des exigences trop strictes au détriment de la formation du marché du travail. Il confia ce portefeuille au jeune et influent ministre Ahmed Ben Salah, déjà en charge de la planification nationale et de l'économie, perçu comme plus apte à mener une réforme structurelle du secteur éducatif et à « harmoniser l'enseignement supérieur avec les besoins de l'économie planifiée »⁸⁴. Ancien dirigeant syndical, Ben Salah jouissait d'une plus grande crédibilité auprès des étudiants et promit le changement⁸⁵. Dans les mois qui suivirent, il introduisit des réformes indispensables à l'université ; il fit la une du magazine *Jeune Afrique* en septembre 1968, assis à son bureau, l'air engagé et déterminé, avec pour titre : « Quelle éducation ? » (Fig. 1)



Figure 1. Ahmed Ben Salah en couverture de *Jeune Afrique* 403 (23-29 Septembre 1968).

Il a présenté un plan visant à décentraliser la prise de décision en créant des comités composés de professeurs et de représentants syndicaux, à réorienter les programmes universitaires vers les besoins professionnels et à modifier les modalités d'admission afin de faciliter l'intégration des étudiants, plutôt que de maintenir les exigences académiques élevées de son prédécesseur, responsables de nombreux échecs et d'un profond mécontentement étudiant, les bourses étant conditionnées par la réussite scolaire.⁸⁶ Il a instauré un programme de stages étudiants permettant aux étudiants d'effectuer des stages dans les usines et les exploitations agricoles d'État, avec la promesse d'un emploi ultérieur.⁸⁷ Ben Salah s'est adressé directement aux étudiants, et les réunions étaient souvent marquées par des débats passionnés, en présence notamment de sympathisants de la revue *Perspectives*.⁸⁸ Toutes ces mesures ont convaincu une part importante du corps étudiant, en particulier les modérés qui, face à l'absence d'ouvertures

constructives de la part du régime avant 1968, se rapprochaient de Perspectives (même si les promesses de Ben Salah étaient bien moins ambitieuses que les revendications formulées dans la revue). Avant que ces mesures ne puissent porter leurs fruits, Ben Salah a été destitué. En 1969, une vague d'émeutes dans les campagnes contre sa politique de collectivisation rurale poussa Bourguiba à ordonner sa destitution et son arrestation.⁸⁹ L'ascension fulgurante de ce jeune homme politique suscita également des inquiétudes au sein de la vieille garde destourienne, qui orchestra sa chute. En 1970, Bourguiba nomma Hedi Nouria Premier ministre, un pilier du régime qui réorienta le pays vers une économie libérale, source d'une croissance rapide.⁹⁰ Nouria, sexagénaire et contemporain de Bourguiba, était peu susceptible de s'écarter de la vision paternaliste du régime envers les étudiants ou de poursuivre les réformes ambitieuses de Ben Salah. À cette époque, le lien entre la gauche et les étudiants était rompu.

Ce fut sans doute la période la plus difficile de l'histoire du mouvement Perspectives, car les promesses de réforme du régime menaçaient le lien organique qu'il avait tissé avec le corps étudiant. Les fondateurs, Naccache et Ben Khedher, croupissaient en prison, tandis que d'autres, comme Charfi, exigeaient une grâce présidentielle en échange de leur retrait de la vie politique. Certains quittèrent le pays. Sur les campus universitaires, des milices étudiantes destouriennes traquaient les cellules survivantes.⁹² Les leaders qui prirent la relève étaient ceux, comme Ahmed Othmani, qui avaient été promus par le groupe maoïste avant les procès de 1968. Othmani fut arrêté en 1968, mais feignit le repentir lorsqu'il demanda une grâce présidentielle. Il fut libéré, mais continua son activisme pour le mouvement Perspectives de manière clandestine avec son épouse, Simone Lellouche, et un noyau survivant d'activistes.⁹³ Finalement, en avril 1971, il fut de nouveau arrêté après que la police ait perquisitionné son appartement et trouvé des exemplaires de la revue du mouvement, qui avait été interdite. En janvier 1972, les autorités expulsèrent son épouse, une Juive tunisienne de nationalité française, pour trouble à l'ordre public (elle avait organisé des manifestations étudiantes de solidarité avec son mari devant le tribunal principal).⁹⁴ Son expulsion provoqua de nouvelles manifestations étudiantes, et elle continua de coordonner le mouvement depuis la France.⁹⁵ Durant cette période, les autorités eurent recours systématiquement à la torture pour obtenir des informations lors des interrogatoires, afin de localiser et de démanteler les dernières cellules du mouvement, comme le relate en détail le témoignage historique publié par Othmani après sa libération en 1979.⁹⁶ Perspectives survécut en abandonnant une structure bien définie, avec des groupes de travail et des comités, au profit de modes de décision ad hoc. Les cellules du mouvement en

France devinrent autonomes, et Perspectives connut une évolution de ses priorités et de sa vision.

Pendant les deux années qui suivirent les procès de 1968, Perspectives lutta pour reconquérir l'ascendant idéologique sur les campus universitaires. La revue servait avant tout à dénoncer la répression d'État et à mobiliser le soutien aux dirigeants emprisonnés, plutôt qu'à promouvoir son contre-projet. En avril 1969, elle consacra un article à la grève de la faim à la prison de Borj Erroumi. Les trente-quatre militants de gauche incarcérés exigeaient d'être reconnus comme prisonniers politiques, ainsi que de meilleures conditions de détention : le droit de recevoir des livres et des journaux, des colis alimentaires de leurs proches, des conditions de vie salubres et la possibilité de correspondre avec l'extérieur.⁹⁷ Bien que la grève de la faim n'ait guère abouti, son objectif était de montrer que la lutte contre la répression se poursuivait derrière les barreaux. Le groupe analysa également les causes de sa « crise » actuelle : la priorité accordée par le mouvement à l'« agitation » sur les campus plutôt qu'à ce qu'ils appelaient « organisation » et « théorisation », et les divisions internes et l'animosité croissante entre « opportunistes » et « aventuriers », comme chaque camp qualifiait l'autre.⁹⁸ Un an plus tard, Perspectives commença à réintégrer la question étudiante comme composante essentielle du « travail théorique » à venir. Ils ont demandé une étude approfondie des données démographiques de l'université et de l'histoire du mouvement étudiant, ainsi qu'une étude sociologique de la société tunisienne afin d'évaluer sa maturité pour la révolution.⁹⁹ Un an plus tard, ils ont lancé un appel direct aux étudiants, après que l'État a autorisé une manifestation étudiante pro-palestinienne à Tunis. Perspectives a averti les étudiants qu'il s'agissait de tentatives de récupération du mouvement étudiant, tout en continuant de « nier leur maturité ». Il a été déclaré que « ce régime a une règle d'or : ceux qui ne partagent pas sa politique réactionnaire, tous ceux qui s'opposent à la participation de la Tunisie au renforcement de l'impérialisme américain, tous ceux-là ne sont pas des adultes, il les mettra sous surveillance »¹⁰⁰. Perspectives appelait à « l'unité, à resserrer les rangs, car plus ce régime s'affaiblit, plus il prend conscience de sa chute imminente et de l'unification des masses, plus il devient féroce et plus il tentera de nous diviser »¹⁰¹. Cette rhétorique combative masquait la lutte pour la survie menée par Perspectives, plutôt que la défense et le développement de la question étudiante. En effet, en décembre 1970, le groupe a pris un risque avec un numéro remanié de Perspectives, désormais plus proche du journal que du périodique, orné pour la première fois de la faucille et du marteau (Fig. 2). La publication remaniée liait une fois de plus « une autre lutte à l'Université de Tunis » au climat d'agitation sociale qui régnait dans tout le pays, y compris parmi les ouvriers et les mineurs.



Figure 2 : Le magazine Perspectives remanié avec le logo du marteau et de la faucille (décembre 1970).

Ils proclamaient « un mouvement révolutionnaire tunisien qui connaît aujourd’hui une ampleur sans précédent », une déclaration plus une aspiration qu’un fait.¹⁰² Alors que Perspectives s’engageait pleinement dans l’agitation sociale, l’aventure périodique prit fin : il s’agissait de son dernier numéro.

L’ampleur de la répression menée par le régime en 1968 contre Perspectives a porté un coup presque fatal au mouvement de gauche tunisien. Les protestations se sont poursuivies, mais elles sont restées confinées aux campus. Tandis que les derniers dirigeants croupissaient en prison, d’autres se sont réfugiés en France ou ont été harcelés à Tunis. Perspectives a perdu la force et la pertinence dont elle avait bénéficié entre 1965 et 1967. Néanmoins, face à son déclin idéologique, la persistance inattendue de la question étudiante a permis au mouvement de se réinventer, grâce à une génération de successeurs.

Perspectives sur la place publique des idées radicales (1970-1972)

À partir de 1970, la gauche tunisienne a connu une fragmentation et une reconfiguration, l’université devenant un véritable marché des idées radicales. L’éradication totale du radicalisme étudiant s’est avérée impossible, même si les autorités sont parvenues à perturber le mouvement Perspectives. Les observateurs étrangers désignaient les « communistes » et les « étudiants » comme la principale opposition au régime de Bourguiba.¹⁰³ Guy Sitbon, journaliste chevronné

de Jeune Afrique, qui avait couvert le FLN (Front de libération nationale) algérien depuis Tunis, constatait l'absence d'une « idéologie forte » au sein de ces groupes d'étudiants radicaux et ne parvenait pas à en identifier les différentes composantes – ce qui n'est pas à lui reprocher. Il expliquait qu'ils étaient engagés dans la perturbation et l'action collective au sein de cet espace fragmenté, rivalisant pour recruter des étudiants tout en échappant à la répression du régime.¹⁰⁴ Perspectives s'alliait au mouvement ouvrier, et d'autres groupes présents sur le campus comprenaient des cercles baasistes et des cellules survivantes du Parti communiste tunisien.¹⁰⁵ Ces groupes se formaient et se reformaient au rythme des arrestations, des remises de diplômes et de la découverte de nouvelles branches du marxisme. L'histoire du radicalisme étudiant tunisien dans les années 1970 a perdu de sa clarté par rapport aux décennies précédentes en raison de la multiplication des groupes et de leurs différentes nuances idéologiques. J'interprète plutôt cette période comme la renaissance de la question étudiante. Durant cette nouvelle étape du projet politique, le travail idéologique cède la place à des actions concrètes ; notamment, Perspectives commence à infiltrer l'UGET, chose qu'elle n'avait pas réussi à faire lors de sa précédente tentative dans les années 1960.

Perspectives ouvre une brèche sur le campus, mais elle n'est pas le seul groupe d'opposition dans un espace fragmenté de mobilisation radicale qui comprend d'autres groupes, tous en lice pour le recrutement étudiant.¹⁰⁶ En France, un travailleur tunisien et perspectiviste survivant, Hachemi Ben Frej, fonde une revue intitulée « Al-Amil Tounsi » (Le Travailleur tunisien), proposant une synthèse du gauchisme et du panarabisme. La revue atteignait un tirage mensuel de cinq mille exemplaires, dont cinq cents étaient introduits clandestinement à Tunis, selon Michael Ayari.¹⁰⁷ Bien que les étudiants constituassent une force, ils « manquaient d'idéologie affirmée », d'après Guy Sitbon, qui notait toutefois l'infiltration et la prise de contrôle de l'UGET, chose qu'ils n'avaient pas réussi à faire auparavant.¹⁰⁸ Si le mouvement Perspectives a pu perdre de sa visibilité hors des murs de l'université après 1966 et 1967, il connaissait une transformation spectaculaire sur le terrain et au sein même des rangs étudiants. La clé de la reconfiguration des stratégies politiques étudiantes résidait dans les changements démographiques de l'université tunisienne. La population étudiante est passée de cinq mille en 1964 à dix mille en 1970. Cette augmentation était due à l'appartenance à la génération post-indépendance, notamment à une part croissante de Tunisiens originaires des provinces.¹⁰⁹ Cette évolution démographique se reflétait au sein même de Perspectives. Ses nouveaux membres étudiants provenaient de milieux sociaux différents de ceux des fondateurs, ces dirigeants maoïstes formés à Paris qui croupissaient en prison ou en exil. Cela permit à la nouvelle

génération d'orienter Perspectives dans une autre direction. Ces expériences de vie et les choix idéologiques qui en découlent sont clairement exposés dans les mémoires de Chérif Ferjani et de Fethi Ben Haj Yahia, entrés à l'Université de Tunis au début des années 1970.

Chérif Ferjani venait d'un lycée de Kairouan, dans l'intérieur du pays, et non du collège Sadiqi de Tunis. Il attribuait sa rébellion adolescente à l'influence de ses professeurs, racontant son expulsion du lycée et même ses multiples passages au commissariat. Finalement, en 1969, il arriva à l'université avec un « esprit de révolte », nourri par un regard critique et le désir de participer à des cercles de discussion marxistes où il se distingua parmi ses « amis anarchistes, situationnistes, guévaristes et marxistes nationaux ». Il a même sollicité une bourse auprès de l'ambassade de l'Union soviétique à Tunis.¹¹⁰ De même, Fethi Ben Haj Yahia écrit que sa motivation relevait d'un désir d'engagement politique plutôt que de convictions idéologiques. Il a été recruté alors qu'il était encore lycéen, au cœur des manifestations du mouvement Perspectives : « J'étais en terminale au lycée Khaznadar... Je me suis très vite intégré à mon environnement grâce au football et à cette culture de la rue que j'avais découverte enfant dans les quartiers populaires près de Montfleury... Nous étions une bande d'adolescents devant le lycée, attendant à contrecœur la dernière sonnerie pour rejoindre les cours, lorsqu'un beau jeune homme et une ravissante jeune femme nous ont abordés. Ils nous ont demandé si nous étions au courant du procès politique d'Ahmed Ben Othman, de Simone Lellouche et de tant d'autres, que nous connaissions aussi bien qu'un vieux Zaytuni connaîtrait les théories de Darwin. Ils nous ont dit que le gouvernement complotait pour une politique d'enseignement supérieur sélective et qu'après l'obtention de notre baccalauréat, qu'ils présentaient comme une évidence, nous ne serions plus qu'une bande de chômeurs et de citoyens indésirables (*muwāṭinīn manbūdhīn wa 'āṭilīn*), puisque ce plan ne profiterait manifestement qu'aux enfants de la bourgeoisie (*awlād al-burjwāziyya*). La jeune femme prit la parole ; elle était si belle et élégante qu'à nos yeux, elle était au-dessus de toute classe sociale. Et comme nous détestions les enfants de la bourgeoisie, avec tout le sens que ce mot avait pour nous dans notre vocabulaire courant, comme « *awlād nānā* » [terme péjoratif tunisien désignant les hommes efféminés ou homosexuels] et autres expressions qu'il est inutile de retenir, j'ai aussitôt exprimé mon désir d'assister à leur réunion secrète prévue pour le lendemain. Le rendez-vous était fixé en centre-ville, à Lafayette.¹¹¹

À leur arrivée, ces jeunes rebelles furent rapidement recrutés par le mouvement de gauche. Les deux jeunes hommes intégrèrent la faculté des lettres en 1969-1970, séduits par l'atmosphère radicale qui y régnait. Leur engagement militant à gauche ne commença pas par les textes et les

groupes de discussion ; ils puisaient plutôt leur inspiration dans la « légende de Che », la guerre du Vietnam et la lutte palestinienne.¹¹² Les étudiants commencèrent à s'inspirer de l'expérience révolutionnaire arabe, qu'ils recherchaient souvent sur le terrain, plutôt que du maoïsme parisien. Ferjani raconte comment, un été à Lyon, il découvrit, grâce à leurs publications, une cellule dissidente de Perspectives, al-Charara (l'Étincelle).¹¹³ Puis, en novembre 1971, Ferjani et ses amis tentèrent de rejoindre la rébellion du Dhofar depuis la France, entre deux années universitaires, mais arrivés à Bagdad, ils constatèrent qu'ils n'avaient pas les visas nécessaires pour se rendre à Oman. Ferjani se souvenait avec émotion des amis qu'ils s'étaient faits en chemin.¹¹⁴ Cette anecdote témoigne du romantisme de la lutte et d'une caractéristique essentielle des répertoires de la deuxième génération de militants de gauche tunisiens : de bonnes intentions et une préparation insuffisante.

Finalement, ces expériences ont modifié le répertoire idéologique du mouvement. L'ascension de simple membre à la direction de Perspectives était souvent rapide et rythmée par les arrestations. De ce fait, les postes se libéraient plus vite que les étudiants ne pouvaient acquérir de formation politique et idéologique. En 1972, Ben Haj Yahia intégra la faculté des lettres, apprécia la nouvelle liberté et l'atmosphère mixte, se fraya un chemin dans les cercles étudiants radicaux de l'UGET et entra en contact avec les Perspectivistes au moment où le mouvement se transformait en une nouvelle organisation se nommant al-Amil Tounsi, « sous la pression de la nouvelle génération ».¹¹⁵ À l'époque, ils étaient les « stars » du campus, des militants à l'« aura héroïque » capables de disserter avec expertise sur le marxisme pendant des heures. Suite aux arrestations policières, Yahia fut rapidement promu et devint l'un des leurs.¹¹⁶ Rétrospectivement, il s'interroge sur sa préparation, car son point de référence était « Che Guevara plutôt que Marx ». En effet, toute cette génération de militants « est passée des cercles intellectuels à la cellule militante avant même d'avoir terminé la lecture des fondements marxistes ».¹¹⁷ Yahia possédait en revanche d'excellentes compétences organisationnelles et dirigeait des opérations clandestines de distribution de tracts nocturnes. Ces documents dénonçaient la « dictature » de Bourguiba en élaborant un message simplifié d'inspiration socialiste destiné aux masses, utilisant des slogans qui faisaient écho aux préoccupations locales, tels que « Des fraises cultivées sous serre pour le marché extérieur sans que la population puisse en voir la couleur ni la forme » (thamrat al-farāwla al-latī nazra'uhā fī al-buyūt al-mukayyafa liyasta'thir bihā al-'ajnabī wa lā ya'rifu minhā al-sha'b sawā al-laūn wa-l-shakl).¹¹⁸ C'était bien loin des études de trente pages sur les politiques agricoles de 1964, mais

cela puisait dans le même esprit du droit des étudiants à définir l'avenir de la Tunisie post-indépendance.

Ces trajectoires témoignent des conséquences idéologiques de la démocratisation de l'enseignement supérieur sur le mouvement Perspectives. Les étudiants partageaient la conviction du droit à l'action politique et de la responsabilité de contester la ligne idéologique du gouvernement. Cependant, les étudiants de gauche cessèrent d'être l'élite en devenir du pays; ils exprimèrent désormais des inquiétudes quant à l'emploi et appelèrent à l'action directe et à la réactivation de la lutte étudiante. Ceci révèle une autre caractéristique de la politique étudiante du début des années 1970 : après la défaite de 1968, le vide du pouvoir permit l'émergence d'une nouvelle génération de leaders issus des rangs étudiants. Je les perçois comme les produits de la renaissance de la question étudiante, venue soutenir la lutte d'une avant-garde étudiante qui espérait galvaniser tout le pays. L'occasion se présenta rapidement.

À la poursuite de la révolution : La question étudiante hors de l'université (1972-1975)

Soutenu par la nouvelle génération d'étudiants tunisiens, Perspectives intensifia ses projets et entreprit d'infiltrer et de prendre le contrôle de l'UGET. L'occasion se présenta en août 1971 dans le petit village côtier de Korba, où le syndicat tenait son dix-huitième congrès. Cette fois, contrairement aux années 1960, les militants de gauche adoptèrent une tactique plus patiente, visant à consolider leur autonomie vis-à-vis du parti au pouvoir. L'autre différence résidait dans leur pragmatisme idéologique. Les membres du mouvement étaient moins réticents aux accords interidéologiques que leurs prédécesseurs maoïstes.¹¹⁹ Cet événement marqua un tournant, passant d'une stratégie de survie et d'agitation à une tactique de prise de contrôle institutionnelle, grâce à l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants issus des rangs étudiants.

En raison de la nécessité de préserver le secret et des mesures de protection mises en place par Perspectives pour la prémunir contre les manœuvres du régime, les informations sont insuffisantes pour reconstituer le processus décisionnel de cette nouvelle stratégie, hormis les événements du jour.¹²⁰ L'historien Taoufik Monastiri a laissé un récit saisissant du déroulement des faits :

Pour la première fois depuis dix ans, une coalition s'est formée entre étudiants destouriens de gauche, communistes, nationalistes arabes et militants de gauche. Cette coalition a obtenu la majorité des voix au congrès et a profité de l'occasion pour réviser la charte de l'Union afin d'y refléter son autonomie vis-à-vis du Parti socialiste destourien. Le congrès a ensuite connu un épisode confus : le président a démissionné, suivi par le vice-président. Les étudiants de cette « coalition » ont quitté la séance, et la minorité restante a profité de la situation pour organiser de nouvelles élections et poursuivre son action. La coalition des congressistes d'opposition a par la suite jugé les décisions prises en leur absence furent déclarées nulles et non avenues, et leur représentativité contestée.¹²¹

L'incident de Korba illustre comment la question étudiante, en tant que revendication d'autonomie, est restée vivante dans l'esprit des étudiants radicaux, malgré le harcèlement dont ils étaient victimes sur les campus et l'arrestation de leurs leaders. Cette coalition répondait à une aspiration de longue date : être représentés par un syndicat autonome et gérer leurs propres affaires. La coalition a échoué dans sa tentative de prendre le contrôle du comité directeur de l'UGET, malgré l'obtention d'une majorité légale. Cependant, comme l'explique l'historien Mohammed Dhifallah, Korba ne fut pas un échec total ; ce fut un tournant pour le mouvement étudiant grâce à l'alliance interidéologique entre Perspectives, communistes et baasistes.¹²² L'événement fit la une des journaux nationaux et mit en lumière les revendications étudiantes d'autonomie vis-à-vis du régime.¹²³ Au cours des décennies suivantes, l'opposition au sein de l'UGET a minimisé l'importance de la pureté idéologique au profit de la formation de fronts stratégiques, un héritage de Korba.¹²⁴

L'échec de la prise de contrôle de l'UGET par les urnes a poussé ces étudiants radicaux à recourir à des moyens d'action plus directs, en dehors de l'université. De retour à Tunis, les étudiants de Perspectives et leurs alliés panarabes ont coordonné une série de manifestations, culminant le 5 février 1972, connu sous le nom de Samedi noir. Cinq mille étudiants ont participé à la manifestation, rejoints par des lycéens de la capitale et des provinces. Les autorités ont procédé à un millier d'arrestations.¹²⁵ Les manifestants se sont attaqués aux symboles de l'autorité de l'État, y compris à Bourguiba lui-même, lorsque la foule a scandé « al-sha'b huwwa al-mujahid al-akbar ! » (le peuple est le combattant suprême !), une insulte à Bourguiba, surnommé par les Tunisiens le « combattant suprême » pour avoir obtenu l'indépendance de la Tunisie. Une telle attaque personnelle contre Bourguiba en public constituait une ligne rouge pour le régime.

Peu après, les autorités lancèrent une répression, visant désormais l'ensemble du corps étudiant et non plus seulement quelques organisations, comme en 1968. Les « procès des militants marxistes-léninistes » se déroulèrent de manière intermittente, tous les quelques mois. Ils révélaient que l'« adversaire » n'était plus une organisation unique, mais s'était, pour le régime, disséminé au sein même du corps étudiant.¹²⁶ Les manifestations du Samedi noir alertèrent sur le danger que représentait un groupe d'étudiants radicalisés, aux convictions diverses, et provoquèrent des réactions plus fortes. Les facultés de lettres et de droit furent fermées jusqu'à la fin de l'année.¹²⁷ Contrairement à 1968, Bourguiba ne faisait pas de distinction entre « fauteurs de troubles » et « étudiants sérieux ». Dans ses discours officiels et dans la presse, il dépeignait le « marxisme-léninisme » comme une maladie qui avait « infecté » tout le corps étudiant, qui s'était propagée par une « main étrangère » et qu'il fallait éradiquer. Il n'existait aucune preuve tangible de complots réalistes, hormis quelques anecdotes faisant état de contacts entre certains étudiants et les ambassades soviétique et chinoise, qui leur fournissaient parfois des machines à écrire et organisaient des voyages d'études. Le tribunal spécial chargé de la « sûreté de l'État » accusa les étudiants d'atteinte à la sécurité intérieure, d'outrage au chef de l'État et de distribution illégale de tracts.¹²⁸ Tous les quelques mois jusqu'à la mi-1975, le tribunal jugea de nouveaux étudiants accusés d'appartenir à la vague « opposition marxiste-léniniste » (qui comprenait des membres de Perspectives, d'autres militants de gauche et des baasistes), jusqu'à ce qu'il soit certain d'avoir démantelé leurs cellules et leurs réseaux. En ciblant aussi largement les étudiants, l'État rompit son pacte symbolique avec les élites intellectuelles, vingt ans après l'indépendance de la Tunisie.

Suite à cette intensification de la répression, plusieurs cellules de Perspectives adoptèrent un ton plus radical et déplacèrent leurs activités hors de l'université. Elles envisagèrent la possibilité d'une lutte armée contre les autorités. Ben Haj Yahia appartenait à une cellule radicalisée opérant dans la clandestinité et dont les membres étaient constamment arrêtés par la police. Début 1973, il quitta le pays après avoir été averti qu'il était recherché par la police.¹²⁹ Il se rendit à l'est avec d'autres personnes pour s'entraîner aux techniques de guérilla et à la lutte armée aux côtés de groupes libanais et palestiniens dans la vallée de la Bekaa.¹³⁰ Il retourna en Tunisie après avoir franchi illégalement la frontière depuis Annaba, dans l'est de l'Algérie, et rejoignit une petite cellule clandestine disposant d'un stock d'armes improvisées. Dans le récit de Ben Haj Yahia, cela semble relever de l'utopie, car lui et ses camarades tentaient de franchir clandestinement la frontière en offrant des bières à des inconnus dans un bar algérien, ou en rendant visite à des amis et à leur famille sans se douter qu'ils étaient suivis. En raison de son

exubérance juvénile et de son manque de prudence, Yahia fut arrêté au printemps 1975 et traduit en justice en juillet avec 101 autres personnes dans une salle d'audience bondée, où se pressaient familles, avocats, agents de sécurité et quelques amis qui avaient réussi à échapper au contrôle policier à l'entrée.¹³¹ Un correspondant étranger présent à l'un de ces procès d'étudiants « marxistes-léninistes » rapporta que le juge avait qualifié les accusés d'« insolents » et d'« ingrats ». Ces derniers quittèrent alors le tribunal « poings levés » en scandant l'Internationale.¹³² Peu après, Ben Haj Yahia fut incarcéré à la prison de Borj Erroumi, près de Bizerte, avec Cherif Ferjani et d'autres perspectivistes plus âgés.

La prison de Borj Erroumi offrait un spectacle étrange au milieu des années 1970 : deux générations de militants de gauche tunisiens, issus de la même organisation, y partageaient trois cellules contiguës (A, B et C) et ne s'étaient souvent jamais rencontrés auparavant. Les deux groupes n'avaient guère en commun, si ce n'est leur opposition au bourguignonisme. Naccache, de la première génération, a raconté son choc en recevant en prison un exemplaire clandestin de la revue Perspectives et en découvrant la faucille et le marteau en première page, ainsi qu'un contenu pro-arabiste, bien loin de l'organisation qu'il avait cherché à fonder avec les fondateurs du mouvement : anti-stalinienne, laïque et tunisienne.¹³³ Ferjani et Ben Haj Yahia, comme d'autres jeunes de gauche, l'appelaient « papi », un surnom censé exprimer une certaine affection, mais aussi le désigner comme un vestige du passé. Après tout, il s'agissait de militants de gauche qui avaient fait leurs armes en rejetant le paternalisme de Bourguiba et qui étaient allergiques à la plupart des formes de mépris des générations plus âgées, en particulier des citoyens francophones. De 1974 à 1979, ces prisonniers coexistaient difficilement entre les murs de la prison. À l'extérieur, sur les campus universitaires, des islamistes tunisiens comblaient le vide, utilisant souvent les méthodes et tactiques de ceux que les autorités les encourageaient à cibler et à harceler, pour désormais s'attaquer à l'État destourien.¹³⁴ Eux aussi, dans une certaine mesure, étaient issus de la question étudiante, malgré leurs choix idéologiques très différents.

Au début des années 1980, le gouvernement avait libéré la plupart de ces prisonniers de gauche et s'était tourné vers la contestation islamique croissante. À Borj Erroumi, comme le rapportent leurs mémoires, les Perspectivistes tentèrent, sans succès, de maintenir leur engagement politique en organisant des débats idéologiques. En réalité, ils étaient coupés du monde extérieur, parvenant parfois à faire entrer clandestinement des journaux ou à fabriquer des transistors de fortune, mais ils étaient le plus souvent victimes de mauvais traitements en prison, de conflits de personnalités et de manœuvres politiques qui ne s'interrompaient que lors de leurs matchs de football quotidiens et de leurs visites familiales.¹³⁵ Après leur libération en 1979-

1980, nombre d'entre eux rejoignirent des organisations nouvellement créées pour la défense des droits humains en Tunisie, plutôt que de reprendre leur engagement militant de gauche. Les autorités toléraient la Ligue tunisienne des droits de l'homme et Amnesty International, qui offraient un lien avec les étudiants de gauche d'hier, partageant leurs idéaux de transformation. Même après leur réintégration dans la société tunisienne, l'épisode des Perspectives fut largement ignoré du grand public. En 1987, Bourguiba fut destitué par son Premier ministre, Zine El Abidine Ben Ali, qui renforça encore le pouvoir autoritaire de l'État tunisien. Pendant plusieurs décennies, la question étudiante ne fut abordée que dans les mémoires et les souvenirs, et absente du récit national tunisien dominant.

Conclusion

Durant la transition tunisienne post-2011, des processus de justice transitionnelle tels que l'Instance Vérité et Dignité ont offert au pays une plateforme de réconciliation nationale. Les témoignages d'anciens militants de gauche y ont joué un rôle prépondérant, notamment celui de Gilbert Naccache, qui a retracé son parcours, de Perspectives Tunisiennes à ses nombreuses arrestations et ses années d'emprisonnement.¹³⁶ Intégrer le mouvement de gauche tunisien au cœur de l'historiographie nationale tunisienne constitue la prochaine étape de la consolidation de ces acquis démocratiques. Toutefois, élargir l'historiographie tunisienne pour elle-même peut s'avérer un écueil. Plutôt que de simplement commémorer ces groupes, les historiens peuvent leur rendre justice en reconstituant leur imaginaire politique. On retrouve des traces de leur histoire dans la presse périodique et les mémoires des militants, et, au sein de ces écrits, les vestiges d'un projet politique qui reste à reconstituer et à évaluer. Parmi ces projets, la question étudiante, projet politique d'émancipation formulé par Perspectives Tunisiennes, a inspiré des générations successives de ses membres. Au cœur de ce mouvement se trouvait l'idée d'un étudiant universitaire émancipé, un sujet responsable capable de succéder à la génération de dirigeants nationalistes qui, tout en ayant obtenu l'indépendance, conservaient une influence considérable sur les affaires de l'État. Ces perspectives offraient une vision de la citoyenneté tunisienne et de l'autonomie politique accessibles à tous, et non réservées à une minorité d'instruits, loyaux et alliés de Destouria. Issus de l'université moderne de Bourguiba, ils rejetaient les promesses de récompense du régime, s'attaquaient à la vision paternaliste et bourgeoise du progrès social prônée par Bourguiba, et se considéraient comme l'avant-garde qui instaurerait un nouveau modèle sociopolitique par la révolution. Leur contribution à l'histoire de la Tunisie post-indépendance fut fondamentale. Comme l'a écrit Mohamed-Salah Omri, Perspectives était un vaste creuset idéologique qui « rassemblait toutes sortes de

personnes, des libéraux authentiques aux militants d'extrême gauche... qui se rebellaient contre la répression devenue monnaie courante en Tunisie », tout en démontrant leur capacité à imaginer une autre Tunisie, au-delà du bourguignonisme.¹³⁷ Même si Perspectives est tombé dans l'oubli à partir des années 1980, cet héritage a été précieux pour les futurs groupes d'opposition.

Cet article a également souligné la nécessité de réécrire l'histoire de la Nouvelle Gauche arabe en l'intégrant au récit national dominant, et non en la considérant comme un groupe marginalisé au sein de la société, de la culture et de la politique. Les militants de gauche tunisiens entretenaient et cultivaient un lien fort avec les étudiants, qui, en Tunisie comme dans d'autres pays arabes progressistes, ont été les piliers des programmes de développement national. Les historiens doivent trouver le juste équilibre entre les récits qui reconnaissent l'engagement national et ceux qui évitent de tomber dans le piège d'une représentation idéalisée de leurs luttes héroïques. Leur histoire fut marquée par quelques succès et de nombreux échecs. Pour celles et ceux qui ont passé des années en prison, subi des tortures et des traumatismes durables suite à leur condamnation, ainsi que pour leurs familles, écrire leur histoire offre une perspective d'apaisement. Comme l'expliquait Nourredine Ben Khedher, fondateur du mouvement, peu avant sa mort en 2005 : « Nous étions les enfants illégitimes de Bourguiba »¹³⁸. Lors des tables rondes de la Fondation Temimi en 2008, d'anciens perspectivistes ont exprimé un avis contraire : « Nous étions ses enfants légitimes ! » Et les débats et les querelles ont repris, comme des décennies auparavant.

Remerciements

Cet article a grandement bénéficié des échanges avec Mohamed Salah Omri, Kmar Bendana, Amy Aisen Kallander, Hannah Elsis et Dylan Baum. Le rédacteur en chef de cette revue et les relecteurs anonymes ont formulé des commentaires généreux et constructifs, tout comme les participants à la conférence « Tendances de gauche dans le monde arabe (1948-1979) : le retour du transnational », qui s'est tenue à Beyrouth en décembre 2016. Enfin, j'adresse mes plus chaleureux remerciements aux anciens Perspectivistes qui ont partagé leurs souvenirs avec moi au fil des ans.

References

1

Sophie Bessis and Souhayr Belhassen, *Bourguiba (1901–1989)* (Paris: Presses Jeune Afrique, 1990); Michel Camau and Vincent Geisser, *Le Syndrome Autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali* (Paris: Presses de Sciences Po, 2003).

2

Michel Camau, ed., *Tunisie au Présent. Une modernité au dessus de tout soupçon?* (Paris: CNRS, 1987); Sophie Bessis, “Bourguiba féministe: les limites du féminisme d'Etat bourguibien,” in *Habib Bourguiba, la trace et l'héritage*, ed. Michel Camau and Vincent Geisser (Paris: Karthala, 2004).

3

John P. Entelis, “Ideological Change and an Emerging Counter-Culture in Tunisian Politics,” *Journal of Modern African Studies* 12 (1974), 543–68.

4

The movement was first referred to as the *Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien* (GEAST) after its foundation in Paris in 1963, but it has been for the most part known as *Perspectives* from the mid-1960s to this day.

5

Michael B. Ayari, *Le prix de l'engagement politique dans la Tunisie autoritaire: Gauchistes et Islamistes sous Bourguiba et Ben Ali* (Paris: Karthala, 2017).

6

Hendrickson, Burleigh, “March 1968: Practicing Transnational Activism from Tunis to Paris,” *International Journal of Middle East Studies* 44, no. 4 (2012): 755–74CrossRefGoogle Scholar; Haugbolle, Sunne, “The New Arab Left and 1967,” *British Journal of Middle East Studies* 44, no. 4 (2017): 500CrossRefGoogle Scholar; Haugbolle, Sunne, “Toward New Histories of the Left,” *International Journal of Middle Eastern Studies* 51, no. 2 (2019): 301–19Google Scholar; Laure Guirguis, *The Arab Lefts: Histories and Legacies, 1950s–1970s* (Edinburgh: Edinburgh University Press, 2020), 1–12.

7

Abdeljelil Temimi, *Siminar al-Dhakira al-Wataniyya wa-l-Tarikh al-Zaman al-Hadir. Al-Juz' al-Thalith: Hawla al-Dawr al-Siyasi wa-l-Thaqafi li-Birsbihtif wa-l-Birsbaktifiyyin fi Tunis al-Mustaqilla* (Tunis: Mu'assasat al-Tamimi li-l-Bahth

al-'Ilmi wa-l-Ma'lumat, 2008), 324; Abdeljelil Temimi, "Le Role politique et culturel de Perspectives et les Perspectivistes dans la Tunisie indépendante (1963–1975)," first seminar of the Temimi Foundation, in Temimi, Seminar, 9–23.

8

Clement Moore and Arlie Hochschild, "Student Unions in North African Politics," *Daedalus* 97, no.1 (1968): 31–34. This was a common tactic, as for example in Egypt's relationship with the Free Officers movement; see Joel Beinin and Zachary Lockman, *Workers on the Nile: Nationalism, Communism, Islam and the Egyptian Working Class, 1882–1954* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 1988), 418.

9

See Mohammed Dhifallah's work: *Tarajim al-Nashitin al-Haraka al-Tulabiyya al-Tunisiyya, 1910–1991* (Tunis: University Press of La Manouba, 2014); and "Bourguiba et les étudiants: stratégie en mutation (1956–1971)," in Habib Bourguiba, *la trace et l'héritage*, ed. Michel Camau and Vincent Geisser (Paris: Karthala, 2004), 313–24.

10

"Yawm Dhakirat Mu'tamar Al-'itihad Al-'am L-talaba Tunisi: Qurba 1971," 29 August 2021, organized by Rosa Luxemburg Stiftung North Africa Office and the Laboratory on Heritage at the University of La Manouba.

11

Due to the clandestine nature of the movement and instances of regime repression, it is difficult to determine its numbers at any given time; I estimate the core nucleus of its leadership hovered between fifty and one hundred individuals.

12

Uday Mehta, "Liberal Strategies of Exclusion," in *Tensions of Empire: Colonial Cultures in a Bourgeois World*, ed. Frederick Cooper and Ann Laura Stoler (Berkeley, CA: University of California Press, 1997), 59–86; Omnia El Shakry, *The Great Social Laboratory: Subjects of Knowledge in Colonial and Postcolonial Egypt* (Stanford, CA: Stanford University Press, 2007), 5.

13

Omri, Mohamed-Salah, "The Movement Perspectives: Legacies and Representations," *EurOrient* 38 (2012): 150Google Scholar.

14

Sune Haugbolle and Manfred Sing, "New Approaches to Arab Left Histories," *Arab Studies Journal* 24, no. 1 (2016): 92.

15

Scanned and made available in DVD format by members of the Perspectives@50 Association, and currently held by the Middle East Centre library at the University of Oxford.

16

Kallander, Amy, "Miniskirts and Beatniks: Gender Roles, National Development, and Morals in 1960s Tunisia," *International Journal of Middle East Studies* 50, no. 2 (2018): 292CrossRefGoogle Scholar.

17

For the relationship between the Ila al-Amam movement and students in Morocco, see Kenza Sefrioui, *La revue Souffles 1966–1973: Espoirs de révolution culturelle* (Casablanca: Editions du Sirocco, 2013); Charles Tripp, *The Power and the People: Paths of Resistance in the Middle East* (Cambridge, UK: Cambridge University Press, 2013), 71; and Malika Rahal, "1965–1971 en Algérie: Contestation étudiante, parti unique et enthousiasme révolutionnaire," in *Etudiants Africains en Mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, ed. Francoise Blum, Pierre Guidi, and Ophelie Rillon (Paris: Editions La Sorbonne, 2017), 99–110.

18

Hammad, Hanan, "Arwa Salih's The Stillborn: Gendering the History of the Egyptian Left," *Arab Studies Journal* 24, no. 1 (2016): 118–42Google Scholar.

19

Mark Muhannad Ayyash and Ratiba Hadj Moussa, *Protests and Generations: Legacies and Emergence in the Middle East, North Africa and the Mediterranean* (Leiden: Brill, 2017), 3.

20

Olfa Belhassine, "Tunisie: La Répression au Temps des Perspectivistes," *Justiceinfo.net*, 28 February 2020, <https://www.justiceinfo.net/fr/43917-tunisie-la-repression-au-temps-des-perspectivistes.html>.

21

Zeineb Farhat, *Bnat Essiassa* (Tunis: Association Zanooby, 2020).

22

Ayari, *Le prix de l'engagement politique*, 103. For a full account of the incident, see Gilbert Naccache, *Qu'as-tu fait de ta jeunesse* (Paris: Cerf, 2009), 78–79; Omri, “Movement Perspectives,” 30.

23

Mohamed Charfi, *Mon combat pour les lumières* (Léchelle, France: Zellige, 2009).

24

However, the publication was adorned with the name GEAST on its cover until issue 25 in December 1970.

25

Kmar Bendana, “Diplôme et université dans les années cinquante,” in *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs: Trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, ed. Vincent Geisser (Paris: CNRS Éditions, 2000), 73.

26

Moncef Chenoufi, “Le rôle des mouvements d'étudiants tunisiens de 1900 à 1975,” in *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975*, ed. Nicolas Bancel (Paris: L'Harmattan, 1993); Moore and Hochschild, “Student Unions,” 24–26. On the connection between UGET leadership and future ministerial posts see Moncef Charfi, *Les Ministres de Bourguiba, 1956–1987* (Paris: L'Harmattan, 1989), 123.

27

GEAST, “Editorial,” *Perspectives* 1 (1964): 2.

28

Naccache, *Qu'as-tu fait*, 80.

29

GEAST, “Les problèmes agraires en Tunisie,” *Perspectives* 2 (February 1964): 5; GEAST, “Documents: de la bourgeoisie nationale,” *Perspectives* 2 (February 1964): 29.

30

Bourguiba attempted to dislodge the French army from a naval base in the seaside town of Bizerte in July 1961, six years after Tunisia's independence, by sending in Tunisian soldiers, party militants, and ordinary civilians as a show of force. The French military retaliation led to hundreds of Tunisian casualties

and the first voices to rise within the regime and criticize Bourguiba's mismanagement of the crisis and erroneous calculations of French intentions; see GEAST, "Bizerte: au delà des jouissances," Perspectives 2 (February 1964): 2; and Ruf, Werner, "The Bizerta Crisis: A Bourguibist Attempt to Resolve Tunisia's Border Problems," Middle East Journal 25, no. 2 (1971): 201–11Google Scholar.

31

GEAST, "L'évolution du régime politique en Tunisie," Perspectives 3 (April 1964): 17.

32

Hendrickson, "March 1968," 756; Guirguis, *The Arab Lefts*, 8–9.

33

GEAST, "Où en est l'UGET," Perspectives 1 (1964): 4–10.

34

GEAST, "Que se passe-t-il à l'AEMNA," Perspectives 3 (1964): 54–55.

35

GEAST, "A propos du XIIème Congrès de l'UGET," Perspectives 5 (1964): 12.

36

GEAST, "Ferhat Hached: Le Syndicalisme Tunisien," Perspectives 7 (1965). Hached was the nationalist trade union leader who led the struggle against France in the interwar years. He was assassinated by a settler terrorist organization in December 1952, shortly before Tunisian independence.

37

Richard Wolin, *Wind from the East: French Intellectuals, the Cultural Revolution, and the Legacy of the 1960s* (Princeton NJ: Princeton University Press, 2017).

38

"Le Dialogue Malraux Mao," *Jeune Afrique* 352 (1967): 38.

39

Ibid., 39.

40

GEAST, "La Révolution Culturelle Chinoise, un phénomène éminemment révolutionnaire," Perspectives 13 (1967): 17–18.

41

Charfi, *Mon combat pour les lumières*, 78.

42

Ibid., 79.

43

Yadh Ben Achour, "La réforme des mentalités: Bourguiba et le redressement moral," in *Tunisie au présent: une modernité au-dessus de tout soupçon?* ed. Michel Camau (Paris: Editions CNRS, 1987), 145–59.

44

Ibid.

45

Ibid.

46

The theme of UGET's thirteenth congress was "The university at the service of Destourian socialism," cited in Hervé Bleuchot, "Chronique sociale et culturelle. III. Tunisie," *Annuaire de l'Afrique du Nord* (1965): 272.

47

Sraieb, Nourredine, "Le college Sadiki et les Nouvelles élites," *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée* 72 (1994): 37–52CrossRefGoogle Scholar.

48

This was 21.44 percent in 1963, 25.70 percent in 1964, and 26.40 percent in 1965, which was a significant amount in comparison to other Arab countries; figures provided by Hervé Bleuchot, "Chronique sociale et culturelle. III. Tunisie," *Annuaire de l'Afrique du Nord* (1965): 268.

49

Georges Granai and Francoise Fanton, "Chronique Sociale et Culturelle. Tunisie," *Annuaire de l'Afrique du Nord* (1964): 222; Hervé Bleuchot, "Chronique sociale et culturelle. III. Tunisie," *Annuaire de l'Afrique du Nord* (1966): 336–38.

50

Perspectives Tunisiennes 62–71 (Tunis: Secrétariat d'État aux Affaires Culturelles et à l'information, 1962), 103, 112.

51

Kallander, "Miniskirts and Beatniks," 292.

52

"Une jeunesse divisée," *Jeune Afrique* 316 (1967): 22–24.

53

Majid Bouguerra, *Min al-Tarikh al-Sirri li-l-Yasar al-Tunisi: Harakat Afaq wa Fath al-'Afaq (1963–1975)* (Tunis: Cérès, Dar Afaq- Birsbiktif li-l-Nachr, 1993 [2014]), 69.

54

Charfi, *Mon combat pour les lumières*, 80–82.

55

Ayari, *Le prix de l'engagement politique*, 108.

56

This applies particularly to Charfi and Naccache, who accused each other of manipulation and insufficient revolutionary commitment. See Naccache, *Qu'as-tu fait*, 89; Charfi, *Mon combat pour les lumières*, 94; and Abdelaziz Barrouhi, "Charfi-Naccache: la guerre des mémoires," *Jeune Afrique*, 28 April 2009, <https://www.jeuneafrique.com/203677/politique/charfi-naccache-la-guerre-des-m-moires>.

57

Naccache worked at the Ministry of Agriculture and as an affiliate researcher at the Centre d'Etudes et de Recherche Economique et Sociale (CERES) at the University of Tunis; he invited Dumont to Tunisia in the name of these institutions and used the opportunity to benefit Perspectives' recruitment on campus; see Naccache, *Qu'as-tu fait*, 68.

58

Ibid.

59

GEAST, "Bloc-note du militant: A propos d'une visite," *Perspectives* 8 (1966): 34.

60

Boubaker-Triki, Fathi, "Notes sur Michel Foucault à l'Université de Tunis," *Collège International de Philosophie* 61 (2008), 111–13Google Scholar; Medien, Kathryn, "Foucault in Tunisia: The Encounter with

Intolerable Power,” *Sociological Review* 68, no. 3 (2020): 492–507CrossRefGoogle Scholar.

61

GEAST, “Où en est l'UGET?” 4–10; “La congestion universitaire,” *Perspectives* 2 (1964): 22–25; “Est-il vrai?” *Perspectives* 8 (1966): 34–35; “Lorsque la jeunesse tient ses assises,” *Perspectives* 10 (1966): 5–12; “Cours nouveau à l'UGET,” *Perspectives* 13 (1967): 1–2; “L'UGET à l'heure de la vérité,” *Perspectives* 15 (1967): 3–4.

62

GEAST, “La cogestion universitaire,” *Perspectives* 2 (1964): 24.

63

Ibid.

64

GEAST, “Ou en sont les étudiants à Tunis ?” *Perspectives* 9 (1966): 14.

65

GEAST, “Lorsque la jeunesse,” 12.

66

On the Maoist turn, see Bouguerra, *Min al-Tarikh al-Sirri li-l-Yasar al-Tunsi*: 107–26.

67

Naccache, *Qu'as-tu fait*, 54–64.

68

Tourneau, Roger Le, “Chronique Politique,” *Annuaire de l'Afrique du Nord* (1966): 239–40Google Scholar.

69

Hervé Bleuchot, “Chronique Sociale et Culturelle. III. Tunisie,” *Annuaire de l'Afrique du Nord* (1966): 343.

70

“Tunisie – Pourquoi ce drame?” *Jeune Afrique* 312 (1968), 19; Chen Jian et al., *The Routledge Handbook of the Global Sixties: Between Protest and Nation-Building* (New York: Routledge, 2018), 344.

71

Roger Le Tourneau, “Chronique Politique,” *Annuaire de l'Afrique du Nord* (1966): 239.

72

Ibid., 238.

73

“Étudiants en révolte,” *Jeune Afrique* 382 (1968): 37; Burleigh Hendrickson, “Finding Tunisia in the Global 1960s,” *Monde(s)* 11 (2017): 61–78.

74

Hendrickson, “March 1968,” 756; Moutaa Amine el-Waer, “Mars 68 et le non-Mai 68 Tunisien: Voir plus loin que Mai: Les mouvements étudiants dans le monde en 1968.” *SciencesPo Bibliothèque*, April 2018, <http://dossiers-bibliotheque.sciencespo.fr/voir-plus-loin-que-mai-les-mouvements-etudiants-dans-le-monde-en-1968/mars-68-et-le-non-mai-68>; Abdelkrim Gabous, *al-Haraka al-Tulabiyya fi-l-Jami’a al-Tunisiyya, Mars 68, al-’Asbab wa-l-Tada’iyyat* (Tunis: Dar Nathar, 2021).

75

Di-Capua, Yoav, “Slow Revolution: May 1968 in the Arab World,” *American Historical Review* 123, no. 3 (2018): 733–34 [CrossRef](#) [Google Scholar](#).

76

Haugbolle, “The New Arab Left and 1967,” 500; Di-Capua, “Slow Revolution,” 736.

77

“Tunisie: Le procès,” *Jeune Afrique* 403 (1968): 30. Because of the risks posed by the proximity of university campuses to the city center and spaces of power, the authorities began moving new academic buildings in La Manouba toward the urban peripheries by the early 1980s. See Najem Dhaher, “Les implantations universitaires en Tunisie: de la marginalisation à l’intégration dans l’aménagement urbain,” *L’espace géographique* (2010): 65–74.

78

“Tunisie: Le procès,” 30.

79

For detailed accounts of the Tunis trials, see Hendrickson, “March 1968,” 759–62; and Larbi Chouikha, “Evoquer la mémoire politique dans un contexte autoritaire: ‘l’extrême gauche’ tunisienne entre mémoire du passé et identité présente,” *L’Année du Maghreb* 6 (2010): 427–40.

80

Bourguiba's speech was on 9 September 1970, cited by Mohamed Dhifallah in "Bourguiba et les étudiants," 322.

81

"Tunisie: Le procès," 30. Bourguiba was referring to the fellagha, the bands of criminals who thrived in the late colonial era, and the Yusufists, followers of his adversary for the national leadership, Salah Ben Youssef, during the confrontation which pit their respective supporters against each other after independence. Hundreds of fellagha were killed and captured, and Yusufists were tried in a special court in June 1956, which affirmed Bourguiba's supremacy over the party-state.

82

Bourguiba's speech on 8 April 1966, quoted in Mohamed Dhifallah, "Bourguiba et les étudiants," 320–21.

83

"Education. Tunisie: qualité d'abord!" *Jeune Afrique* 492 (1970): 53–55.

84

Ibid., 53–54.

85

Dhifallah, "Bourguiba et les étudiants," 319; Ayari, *Le prix de l'engagement politique*, 45.

86

"On réforme l'université," *Jeune Afrique* 397 (1968): 44.

87

Y. Hamdi, "Quand le pouvoir organise des stages étudiants," *Perspectives* 22 (1970): 3.

88

"Tunisie: réforme et procès," and "Interview, M. Ahmed Ben Salah: Une éducation ouverte sur la vie nationale et sur le monde du travail," *Jeune Afrique* 403 (1968): 29.

89

Werner K. Ruf, "Le socialisme Tunisien: conséquences d'une expérience avortée," in *Introduction à l'Afrique du Nord contemporaine* (Paris: CNRS, 1975), 399–411.

90

Guy Sitbon, "Tunisie: un second souffle?" *Jeune Afrique* 493 (1970): 22–26; Kenneth Perkins, *History of Modern Tunisia* (New York: Cambridge University Press, 2014), 163–68.

91

Chouikha, "Évoquer la mémoire politique," 427–40.

92

GEAST, "Solidarité avec nos camarades étudiants de Tunis," *Perspectives* 6 (1965): 35–39; "Ils ont été jugé et arbitrairement enrôlés dans l'armée," (poster), *Perspectives* 12 (1967): back cover; Ayari, *Le prix de l'engagement politique*, 116–29.

93

Ahmed Othmani and Sophie Bessis, *Beyond Prison: The Fight to Reform Prison Systems around the World* (New York: Berghahn Books, 2008), 10, 13.

94

See the detailed account of this affair in "La contestation violente de la jeunesse tunisienne estudiantine et scolaire," *Maghreb* 50 (1972): 15–18.

95

The couple's archives constitute the most complete set of archival documents on the history of Tunisian leftism, and they include several receipts and documents from printers of the journal addressed to Lellouche, indicating the crucial role that she played while her husband and other *Perspectivistes* were in jail. See *Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine*, Nanterre, France, *Fond Othmani Ahmed et Lellouche, Simone* (1936–2007), 64 boxes.

96

Ahmed Ben Othman [Othmani], "Répression en Tunisie," *Les Temps Modernes* 393 (1979): 1662–81.

97

GEAST, "Le combat continue," *Perspectives* 20 (1969): 7–12; GEAST, "La lutte se poursuit sur tous les fronts," *Perspectives* 21 (1969): 2–12.

98

GEAST, "La crise actuelle et les tâches immédiates pour la dépasser," *Perspectives* 19 (1968): 2.

B. El Layem, "La crise actuelle et les tâches actuelles pour la dépasser (suite et fin)," *Perspectives* 20 (1969): 3.

100

GEAST, "Appel aux étudiants," *Perspectives* 23 (1970): 2.

101

Ibid., 3.

102

GEAST, "Au lecteur," *Perspectives* 25 (1970): 1.

103

Sitbon, Guy, "Tunisie: Le nouveau rapport de force" *Jeune Afrique* 522 (1971): 33Google Scholar.

104

Sitbon, "Tunisie: Le nouveau rapport," 32–33; Salim Labyad and Muhammad Dhifallah, *al-Talaba al-‘Arab al-Taquadumiyyun al-Wahdawiyyun. Nasha‘at al-Tiyyar al-Qawmi al-Taqqadumi wa Nidalatuhu al-Tarikhiyya fi Tunis* (Tunis: Sotumedias, 2017).

105

The Tunisian Communist Party was officially banned in 1963 but continued operating in exile and in secret.

106

Labyad and Dhifallah, *al-Talaba al-‘Arab al-Taquadumiyyun al-Wahdawiyyun*.

107

Ayari, *Le prix de l'engagement politique*, 123.

108

Guy Sitbon, "Tunisie: Le nouveau rapport" *Jeune Afrique* 522 (1971): 33.

109

Ayari, *Le prix de l'engagement politique*, 123.

110

Cherif Ferjani, *Prison et Liberté: Parcours d'un opposant de gauche dans la Tunisie indépendante* Ferai (Tunis: Mots Passants, 2014), 20–23.

111

Fathi Ben Haj Yahia, *al-Habs Kadhab wa-l-Hay Yarawah* (Tunis: Abirat, 2009), 77.

112

Ibid., 78–79; Ferjani, *Prison et liberté*, 21–22.

113

Ferjani, *Prison et liberté*, 26–27.

114

Ibid., 28–40.

115

Yahia, *al-Habs Kadhab wa-l-Hay Yarawah*, 81.

116

Ibid., 79–80.

117

Ibid., 81.

118

Ibid..

119

Taoufiq Monastiri, “Chronique sociale et culturelle. IV. Tunisie,” *Annuaire Afrique du Nord* (1971): 434.

120

During my conversations with former perspectivisites, they have often explained the protocols they put in place to avoid jeopardizing their operations if a member was captured and gave information to the security forces, especially in the case of torture. This includes giving only a fragment of the overall movement's strategy to each cell and sharing fake information to distract from potential surveillance operations.

121

Taoufiq Monastiri, “Chronique Culturelle. IV. Tunisie,” *Annuaire de l'Afrique du Nord* (1972): 435.

122

Dhifallah, “Bourguiba et les étudiants,” 320.

123

In the recent words of a Tunisian newspaper, this congress constituted the “divorce between the university and the ruling political class”; Habib Chaghal, “A propos du congrès de l’Uget de Korba,” *Turess* (La Presse de Tunisie), <https://www.turess.com/fr/lapresse/38254>.

124

“Displacing Indigenous Knowledge: The Tunisian Student Movement,” *Review of African Political Economy*, 27 February 2020, accessed 01.10.2021, https://roape.net/2020/02/27/displacing-indigenous-knowledge-the-tunisian-student-movement/#_edn3; Andrea Ranelletti and Luca Lantieri, “The Role of UGET as a School of Political Activism in Tunisian History,” *Rivista Elettronica di Diritto, Economia, Management* 3 (2020): 103–18; Moutaa Amine El Waer, “Becoming Student Activists under Ben Ali: Political Socialization within the General Union of Students of Tunisia (UGET),” *DREAM seminar* (online), 31 May 2021, <https://dream.hypotheses.org/3272>.

125

“La contestation violente de la jeunesse,” 18.

126

“La Tunisie et les Marxistes-Léninistes,” *Maghreb-Machrek* 56 (1974): 6.

127

Ibid., 16.

128

Michel Camau, “Tunisie: Chronique Politique,” *L’Annuaire de l’Afrique du Nord* (1975): 487–89.

129

Ibid., 82.

130

Ibid., 82–83, 89.

131

Ibid., 99, 105.

132

“La Tunisie et les Marxistes-Léninistes,” 8.

133

Naccache, *Qu'as tu fait*, 126.

134

For example, Anne Wolf cites the Destourian minister Ahmed Mestiri, who claimed that Bourguiba “sought to control the extreme left by supporting the Islamists”; *Political Islam in Tunisia* (London: Hurst, 2017), 39. Michael Ayari attributes the rise of Tunisian Islamism to “Tunisian students returning from . . . Cairo and Damas” in 1972, where they built contacts with the Muslim Brotherhood and set out to build support across the country, before turning their attention to Tunisian campuses; *Le prix de l'engagement politique*, 132.

135

Ferjani, *Prison et liberté*, 201.

136

Andrieu, Kora, “Confronting the Dictatorial Past in Tunisia: Human Rights and the Politics of Victimhood in Transitional Justice Discourses Since 2011,” *Human Rights Quarterly* 38, no. 2 (2016): 261–93CrossRefGoogle Scholar; Miller, Alyssa, “‘I Do Not Forgive!’: Hope and Refusal in Tunisia's Democratic Transition,” *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East* 41, no. 2 (2021): 205–21Google Scholar.

137

Temimi, “Le Role politique,” 27; Omri, “ Movement Perspectives,” 150–51.

138

“Interview: Nourredine Ben Khader,” in Habib Bourguiba, *la trace et l'héritage*, ed. Michel Camau and Vincent Geisser (Paris: Karthala, 2004), 542;
“Nourredine Ben Khedher, opposant tunisien,” *Le Monde*, 17 February 2005;
Temimi, *Siminar*, 140.